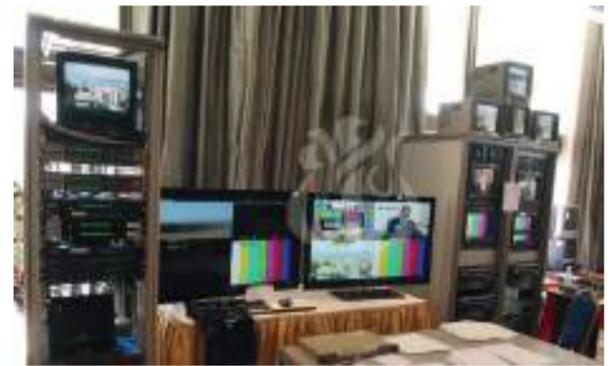


L'Algérie célèbre la Journée internationale de la liberté de la presse sur fond de réformes du secteur



P.03

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3509 Mercredi 03 Mai 2023 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Nous informons nos fidèles lecteurs et lectrices de l'ouverture d'un site web.

Veillez le consulter au : www.seybouseimes.dz

EMPLOI :

Insertion professionnelle de près de 20.000 bénéficiaires de l'allocation chômage

P.05



HABITAT



Lancement de tous les projets et relance des chantiers à l'arrêt avant le 30 juin

P.04

ANNABA



CHETAIBI : Les habitants pénalisés par l'absence de bus Un membre de l'APW s'explique

P.06



Annaba / Emploi : Les contractuels PID et DAIS de la DAS reviennent à la charge

P.06

Le président de la République reçoit le président du Conseil saoudien de la Choura

Le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, areçumardià Alger, le président du Conseil de la Choura (assemblée consultative) du Royaume d'Arabie saoudite, Dr Abdullah bin Mohamed bin Ibrahim Al-Sheikh. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, en présence du président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil et du directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Mohamed Ennadir Larbaoui.



Le président du Conseil de la choura saoudien affirme que sa visite en Algérie reflète la qualité des relations entre les deux pays

Le président du Conseil de la Choura (Assemblée consultative) du Royaume d'Arabie Saoudite, Dr Abdullah bin Mohamed bin Ibrahim Al-Sheikh a affirmé lundi que sa visite en Algérie reflétait la qualité des relations unissant les deux pays frères et constituait une occasion pour réaliser l'intégration et renforcer les liens.



Dans une déclaration à la presse à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediene où il a été accueilli

par le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, le président du Conseil saoudien de la Choura a affirmé que sa

visite en Algérie "reflète la qualité des relations unissant le Royaume d'Arabie Saoudite et l'Algérie ainsi que les liens

fraternels entre le serviteur des Lieux Saints de l'Islam, le roi Salmane ben Abdelaziz Al-Saoud, et son Altesse le prince héritier, et le Président algérien, M. Abdelmajid Tebboune". "Elle s'inscrit également, a-t-il ajouté, dans un contexte qui exige davantage de contacts et d'échanges".

Le responsable saoudien a souhaité que cette visite puisse permettre de concrétiser "les aspirations des deux parties à travers le renforcement des relations au niveau des

deux Conseils et des autres assemblées, et de renforcer la coordination et la coopération dans les fora internationaux et dans les prochaines rencontres".

Le président du Conseil de la Choura saoudien, Dr Abdullah bin Mohamed bin Ibrahim Al-Sheikh, a entamé lundi une visite de cinq jours en Algérie au cours de laquelle il rencontrera des responsables parlementaires et gouvernementaux.

Tombé en mer Tyr dans un accident d'avion Tragique le 3 mai 1982 :

Mohamed Seddik Benyahia, un fin politicien au talent avéré

Le diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Seddik Benyahia, tombé en martyr dans un accident d'avion tragique le 3 mai 1982, a gravé son nom en lettres d'or sur les scènes politique et diplomatique par son dévouement et son engagement au service de la paix dans le monde.



Né le 30 janvier 1932 à Jijel, l'infatigable Benyahia, au parcours irréprochable, a servi l'Algérie combattante et indépendante avec abnégation et humilité dès son jeune âge, alors qu'il était encore membre et animateur de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) pendant la glorieuse Guerre de libération nationale.

Diplômé en droit en 1954 de l'université d'Alger, le jeune Benyahia s'est fait remarquer sur la scène politique et s'est vu même confier d'importantes

missions à l'étranger, à l'instar de la conférence de Bandung (Indonésie) en 1955, à laquelle des représentants du Front de libération nationale (FLN) avaient participé.

Benyahia, alors âgé de 23 ans, faisait partie de la délégation algérienne qui comptait aussi, entre autres, Hocine Aït Ahmed, M'hamed Yazid et Abdelkader Chandlerli.

Après la création de l'UGEMA, les autorités coloniales avaient lancé un mandat d'arrêt contre Benyahia et Lakhdar Ibrahim, qui se trouvaient à l'époque à Jakarta. Pour assurer leur protection, les dirigeants du FLN avaient décidé de les affecter au bureau local du FLN en

Indonésie.

Par son charisme et ses compétences, le jeune militant s'est vite imposé et a gravi les échelons dans la hiérarchie de l'Armée de libération nationale (ALN). Il était devenu le secrétaire général de la présidence du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et membre de la délégation algérienne aux négociations des Accords d'Evian en 1962.

Relatant le parcours révolutionnaire et diplomatique du moudjahid Benyahia, son compagnon de lutte, Rédha Malek, avait affirmé que les réalisations du militant nationaliste ont "contribué au développement de l'histoire de l'Algérie contemporaine".

Il avait également mis en avant le rôle de Benyahia dans les négociations d'Evian, soulignant ses "compétences tactiques" et son "intelligence diplomatique".

Ce "nationaliste, intègre et compétent", "fin politicien", "diplomate et juriste au talent avéré" comme qualifié par ceux qui l'ont connu, a participé à toutes les étapes de l'édification et joué des rôles déterminants tout au long de sa vie.

Le défunt a ainsi assumé plusieurs postes d'ambassadeur et de ministre après l'indépendance. Il a notamment été titulaire des portefeuilles ministériels de l'Enseignement supérieur, de l'Information et des Affaires étrangères.

Désigné à la tête de la diplomatie algérienne en 1979, Mohamed Seddik Benyahia était au service de la paix dans le monde. L'histoire retient encore aujourd'hui, 41 ans après sa disparition, son rôle dans le dénouement de la crise des 52 américains retenus otages pendant 444 jours au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en amenant les deux

parties à signer l'accord d'Alger le 19 janvier 1981.

Le ministre des Affaires étrangères poursuivait sa mission de paix et s'était engagé, quelques mois après l'affaire des otages américains, dans le conflit irako-iranien, voulant à tout prix mettre un terme à une longue guerre dévastatrice.

Après avoir échappé à la mort dans un accident d'avion en 1979 au Mali, il trouvera la Faucheuse, avec 13 autres cadres du ministère, le 3 mai 1982, dans un autre crash de l'appareil qui le transportait en direction de l'Iran, où il était en mission de médiation dans le conflit frontalier entre Téhéran et Bagdad. Le martyr du devoir et de la diplomatie algérienne et mondiale demeurera une personnalité exemplaire qui a voué sa vie au service de son pays en tant que militant, moudjahid et fin négociateur, mais aussi pour la paix dans le monde.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz,
rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

L'Algérie célèbre la Journée internationale de la liberté de la presse sur fond de réformes du secteur

L'Algérie célèbre, mercredi, la Journée internationale de la liberté de la presse dans un contexte marqué par des réformes profondes du secteur, à la faveur de l'adoption d'une nouvelle loi organique sur l'information visant à consacrer et garantir le respect des règles de déontologie et d'éthique professionnelle.

Convaincu de l'importance de la communication dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait de la liberté de la presse un "principe immuable" consacré dans la Constitution de 2020.

Il a mis également l'accent sur la nécessité d'assurer la transparence du financement des médias, ainsi que le droit des professionnels de la presse d'accéder aux sources d'information dans le cadre du respect de la loi, du droit à la protection de l'indépendance des journalistes et du secret professionnel.

En somme, l'organisation du secteur de la communication qui intervient dans le sillage de l'édification de l'Algérie nouvelle, passe par la promulgation d'un arsenal juridique à même d'ouvrir la voie aux professionnels et de



les associer à une vision novatrice prônée par l'Etat et ce, par une rupture avec les pratiques qui régissaient auparavant la scène médiatique.

L'objectif de ces réformes vise à définir le journaliste professionnel avec précision dans toutes les spécialités médiatiques, mais aussi moraliser la profession en consacrant les valeurs journalistiques universelles et la déontologie de la profession.

A cet effet, la nouvelle loi sur l'information, récemment adoptée par les deux Chambres du parlement, s'inscrit dans le cadre de la concrétisation d'un des 54 engagements du président de la République.

Le journaliste bénéficie désormais de plusieurs garanties, dont la

protection juridique de ses œuvres et la préservation de son droit de ne pas diffuser toute information, article ou travail ayant subi des modifications substantielles sans son consentement. Son droit d'accès à l'information et la protection de ses sources sont également garanties, de même que son droit au secret professionnel, en faisant obligation aux organismes de faciliter son accès à l'information.

Sur le plan structurel, la loi prévoit pour la presse écrite et électronique, l'instauration du régime déclaratif qui repose sur l'application simplifiée pour la création de médias (journal ou site), au lieu du régime d'octroi d'agrément et consacre en outre le droit du journaliste à la liberté

d'expression et à l'accès et la recherche à d'information.

Il est aussi envisagé la création d'une autorité de régulation de la presse écrite et électronique, définie comme une instance publique jouissant d'une autonomie financière et s'acquittant des missions de régulation de l'activité de la presse écrite et électronique.

Pour ce qui est de l'audiovisuel, il est prévu l'amendement des statuts de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) de manière à lui conférer un caractère spécifique et élargir ses missions afin d'intégrer la régulation et le contrôle des services de la communication audiovisuelle sur internet.

Dans le cadre de ces réformes, toute forme de violence ou d'intimidation envers le journaliste dans l'exercice de ses fonctions est pénalisée par la loi qui fait obligation au média de souscrire à une police d'assurance au profit de chaque journaliste dépêché dans des zones à risque. S'agissant des pratiques relevant de la diffamation, la délation et l'injure, la nouvelle loi recommande la création d'un Conseil supérieur d'éthique professionnelle auquel sera confiée la responsabilité de

la régulation, l'intervention et l'élaboration d'une charte permettant l'adoption d'une pratique journalistique responsable et la contribution à la promotion de l'autorégulation.

Les médias sont tenus, en vertu de la nouvelle législation, de déclarer la source de leur financement et justifier la possession d'un capital national. Il leur interdit aussi le financement et l'apport financier direct ou indirect provenant de parties étrangères.

Sur un autre registre, la promotion de la communication institutionnelle figure dans la stratégie du secteur en vue de permettre au journaliste d'accéder à l'information et fournir au citoyen une information sûre et crédible. A cet effet, des sessions de formation sont actuellement organisées au profit des journalistes à travers plusieurs wilayas du pays.

A travers toutes ces réformes profondes et mutations novatrices, il est ainsi établi que la construction de la démocratie passe par une liberté d'expression réelle et responsable et non par une liberté de sabotage ou d'injure qui sème le désordre et crée le chaos pouvant porter atteinte à la sécurité publique.

Miser sur les sites électroniques pour faire face aux allégations tendancieuses visant l'Algérie

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a affirmé, mardi à Alger, que l'Etat misait sur les sites électroniques nationaux pour contribuer, aux côtés des autres médias, à faire front aux allégations tendancieuses visant l'Algérie. Présidant le lancement d'une session de formation au profit de la presse électronique au Centre de formation dans les métiers audiovisuels (CFMA) au Centre international de la presse (CIP), M. Bouslimani a fait observer que "l'institution d'une loi pour l'organisation de la presse électronique au lieu du texte réglementaire actuellement en vigueur, traduit l'attachement de l'Etat à promouvoir cette activité en établissant de nouvelles dispositions légales garantissant le libre exercice de cette activité dans le respect de la loi, et le renforcement du professionnalisme qui est tributaire du respect des règles et de la déontologie de la profession".

Dans ce cadre, le ministre a souligné que "l'Etat mise sur les sites électroniques algériens pour s'acquitter pleinement de leurs missions et contribuer, aux côtés

des autres médias, à défendre nos constantes et institutions et à accompagner le processus de l'Algérie nouvelle, tout en faisant face aux allégations tendancieuses visant notre pays". "L'utilisation à des fins subversives de certaines plateformes et sites électroniques à l'instar de ceux visant notre pays de manière systématique, met en évidence la nécessité de prendre en charge ce domaine sensible", a relevé le ministre qui a rappelé que l'Etat avait érigé la numérisation en "priorité" pour "améliorer la performance des institutions, assurer la transparence et la bonne gouvernance, et protéger le pays des pratiques malsaines". Le ministre a tenu à souligner, à cette occasion, que le choix de la presse électronique comme thème de la formation "traduit l'intérêt accordé par l'Etat à la numérisation et aux médias alternatifs, désormais une particularité de l'ère et un impératif dans la gestion des affaires aussi bien publiques que privées".

"Le monde d'aujourd'hui est un monde électronique par excellence auquel il faut s'adapter à travers la préparation des outils et des conditions adéquates



comme la formation et le recours à un système juridique efficace et participatif", a-t-il soutenu.

M. Bouslimani a assuré au terme de son intervention que son secteur allait poursuivre l'organisation de ces sessions de formation au profit des professionnels de la presse tant au niveau central que local, et ce conformément aux dispositions de la loi organique relative à l'information.

Il a appelé, dans ce cadre, les participants à ces sessions à

"faire preuve de responsabilité afin de parvenir à une presse électronique professionnelle et crédible, œuvrant aux côtés des autres médias, à fournir un travail proactif pour faire face aux défis auxquels l'Algérie est confrontée, mais aussi mettre en relief les réalisations du pays, et promouvoir son image à l'international".

Le ministre a tenu, à la veille de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse,

à présenter ses félicitations à l'ensemble de la corporation médiatique, leur souhaitant davantage de réussite et de succès. A noter que cette session de formation de trois jours abordera plusieurs axes en lien avec le travail journalistique, internet, ainsi que les techniques utilisées dans la production de contenus numériques, mais aussi une présentation des meilleurs programmes et applications utilisés dans ce domaine.

HabiTaT:

Lancement de tous les projets et relance des chantiers à l'arrêt avant le 30 juin

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a donné mardi à Alger des instructions aux services du secteur pour le lancement de tous les projets d'habitat non lancés et la relance de tous les chantiers à l'arrêt avant "le 30 juin 2023".

S'exprimant lors d'une rencontre nationale sur la généralisation du numérique et la modernisation de la gestion des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), organisée par le Groupement d'intérêt



économique (GIE) rassemblant OPGI et AADL, M. Belaaribi a mis en exergue l'importance de

"finaliser tous les programmes réalisés à 50% et plus avant le 30 juin" prochain.

Il a insisté en outre sur "l'achèvement, avant le même délai, des travaux de VRD (voirie et réseaux divers) pour tous les programmes dont les immeubles ont été finalisés avant le 31 décembre 2021".

"Nous sommes tous appelés à redoubler d'efforts et à renforcer notre présence sur le terrain de manière régulière pour être prêts pour les festivités nationales commémorant la fête de l'indépendance le 5 juillet 2023", a souligné le ministre en s'adressant aux cadres du secteur.

M. Belaribi a mis en avant la nécessité de finaliser tous les projets d'habitat prévus pour le 4^e trimestre 2023 avant le 30 octobre 2023, en vue de les distribuer à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la guerre de libération le 1 novembre 2023.

Il a exigé en outre l'assainissement de la situation financière de tous les partenaires cocontractants, en procédant "immédiatement et sans délai" aux règlements des attachements des travaux réalisés et à l'approbation des avenants des travaux supplémentaires.

Prolongation de la durée des FÊTES de l'aïd :

Le Syndicat national des Imams salue la décision du président de la République



Le Syndicat national des Imams et fonctionnaires des Affaires religieuses a salué, lundi, par la voix de son secrétaire général, Djelloul Hadjimi, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune portant prolongation d'une journée de la durée des fêtes de Aid El-Fitr et Aid El-Adha, soit trois (03) jours chômés et payés au lieu de deux (02).

Dans une déclaration à la presse, en marge de la célébration de la Journée internationale des travailleurs au siège de la Centrale syndicale, M. Hadjimi a souligné que le Syndicat national des Imams et fonctionnaires des affaires religieuses relevant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) saluait la décision du président de la République d'approuver la proposition du

ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, portant prolongation de la durée des fêtes de Aid El-Fitr et Aid El-Adha, à trois (03) jours chômés et payés au lieu de deux (02), précisant que cette décision s'inscrit dans le cadre de "la consécration des rites de la religion musulmane".

Il a ajouté que la décision du président de la République vise "à renforcer les liens de solidarité et d'entraide ancrés dans la société algérienne, notamment lors des fêtes et occasions religieuses".

Le Conseil des ministres a approuvé, dimanche lors d'une réunion présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la proposition portant prolongation d'une journée de la durée des fêtes de Aid El-Fitr et Aid El-Adha, soit trois (03) jours chômés et payés.

lutte contre les incendies :

Installation de la Commission nationale de protection des forêts pour 2023

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni et le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad ont procédé, mardi à Alger, à l'installation de la Commission nationale de protection des forêts (CNPF) pour l'année 2023.

Cette commission installée au siège du ministère de l'Agriculture est composée de représentants de treize



(13) ministères et de onze (11) institutions nationales concernées par la protection des forêts.

La Commission est chargée d'arrêter et d'actualiser le plan de lutte préventive et efficace

contre les feux de forêt, les agents pathogènes et maladies des forêts, de mettre en place le programme des commissions de wilayas pour la préservation des forêts à partir de chaque campagne, d'étudier et d'exploiter l'évaluation finale sur la base des rapports qui lui sont transmis par ces commissions à la fin de chaque campagne.

La CNPF est créée en vertu du décret 80-184 du 19 mai 1980, modifié et complété.

conseil national des statistiques :

Bientôt des feuilles de routes pour élaborer la stratégie du secteur

La ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Ben Mouloud, a annoncé, mardi à Alger, que des feuilles de routes établies par des groupes de travail du Conseil national des statistiques (CNS) et qui serviront à élaborer la stratégie nationale de développement des statistiques, seront présentées d'ici la fin mai courant.

S'exprimant lors d'un point de presse organisé en marge de la tenue d'une session extraordinaire du CNS, Mme Ben Mouloud, aussi présidente de ce Conseil, a précisé que la présentation de ces feuilles de route se fera au cours "d'une seconde session extraordinaire qui aura lieu d'ici la fin de ce mois de mai". Chaque chef de groupe devra tracer sa propre feuille de route comportant les actions préconisées, les sous actions et les échéances, a-t-elle souligné.

Les chefs de groupes seront en mesure de soulever les contraintes liées à l'exécution de leur feuille de route, mais "de manière scientifique afin qu'elles ne constituent pas un frein pour la réalisation", a-t-elle tenu à souligner.



La ministre a expliqué que l'objectif de la tenue de la session extraordinaire de ce mardi était la mise en place de nouvelles règles des statistiques, notamment concernant la stratégie nationale en la matière.

"Cette stratégie a ses prérequis qu'il est question d'améliorer et de développer", a-t-elle dit.

D'autres thématiques sont également au menu de cette 1^{ère} session extraordinaire du Conseil, a fait savoir Mme Ben Mouloud, citant l'intégration de "l'économie non observée" et aussi l'intégration du secteur privé, en plus des nouvelles enquêtes économiques sur lesquelles le ministère travaille avec l'Office national des statistiques (ONS).

Concernant l'ONS, la ministre a évoqué "la révision de l'organisation et du fonctionnement" de cet office "en tant que structure centrale chargée des statistiques".

Abordant la question des comptes économiques, la ministre a estimé que la prise en charge "urgente du sujet des comptes économiques et l'amélioration de leurs qualités est devenue une nécessité".

Elle a, en outre, relevé l'importance des comptes économiques, notamment le Produit intérieur brut (PIB) et l'amélioration de son année de référence qui représente, selon elle, "un des défis majeurs dans le système national des statistiques et une des plus grandes préoccupations du gouvernement au vu de la nouvelle politique économique du pays".

Ce qui nécessite "la prise en charge rapide des enquêtes économiques, notamment celles relatives à la consommation des ménages, pour les exploiter dans la révision de l'année de référence et l'évaluation du PIB". Dans un autre registre, Mme Ben Mouloud a annoncé, en réponse aux médias, que les résultats définitifs du Recensement général de la population et de l'Habitat (RGPH), seront "probablement dévoilés au cours des premières semaines de mai en cours".

Le président de la République ordonne au Gouvernement de poursuivre la lutte contre toutes formes de corruption

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres durant laquelle il a enjoint au Gouvernement de poursuivre la lutte contre toutes formes de corruption et contre les corrupteurs et corrompus, notamment contre ce groupuscule qui marchande

les droits administratifs les plus élémentaires des citoyens. Le Président Tebboune "a ordonné au Gouvernement de poursuivre la lutte contre toutes formes de corruption et contre les corrupteurs et corrompus, notamment contre ce groupuscule qui marchande les droits administratifs les plus élémentaires des citoyens, au détriment du service public,

d'où l'urgence de châtier les auteurs impliqués de façon directe ou indirecte", précise un communiqué du Conseil des ministres.

Le Chef de l'Etat a également insisté durant cette réunion sur la priorité donnée à la restauration de l'autorité de l'Etat, en toute transparence, avec la protection des droits citoyens.



emploi :

Insertion professionnelle de près de 20.000 bénéficiaires de l'allocation chômage

Le Directeur général de l'emploi et de l'insertion au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Charaf-Eddine Boudiaf a indiqué, lundi, que près de 20.000 bénéficiaires de l'allocation chômage avaient été insérés dans le monde du travail. Invité du Forum de la Radio algérienne, M. Boudiaf a précisé que le nombre total des bénéficiaires de l'allocation chômage a atteint 1.929.000 jusqu'à avril 2023, ajoutant que près de 20.000 concernés avaient été insérés dans le monde du



travail dans les secteurs public et privé, soulignant la poursuite de l'opération d'insertion.

Plus de 75.000 concernés par l'allocation chômage bénéficient actuellement d'une formation qualificative à court terme au niveau des centres de formation professionnelle, a fait savoir le responsable qui a ajouté que

102.000 places pédagogiques de formation ont été assurées pour leur permettre d'acquérir les compétences et les qualifications dans les métiers facilitant leur insertion dans le monde du travail. Il a rappelé que l'allocation chômage est destinée aux primo-demandeurs d'emploi dans le but de les prendre en charge et de les accompagner jusqu'à leur insertion dans des métiers correspondant à leurs qualifications, relevant la mise en place d'une plateforme numérique pour renforcer la coordination entre les différents

secteurs concernés notamment le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels pour la réussite de cette opération. Concernant la politique de l'emploi, M. Boudiaf a indiqué que l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) constitue "un axe principal" dans le cadre de la stratégie de coordination entre les différents secteurs, mettant l'accent sur l'importance de la numérisation pour simplifier cette opération.

Evoquant le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des diplômés, l'intervenant a

affirmé qu'un plus grand nombre de concernés a été touché par l'opération d'insertion définitive dans le monde du travail.

M. Boudiaf a salué, par ailleurs, les décisions prises, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant notamment la revalorisation annuelle des allocations et pensions de retraite, ce qui signifie, a-t-il dit, que les hautes autorités "accordent un grand intérêt à l'amélioration du cadre de vie des citoyens dont les travailleurs et les retraités".

158 projets d'investissement inscrits via la plateforme numérique de l'investisseur

Cent-cinquante-huit (158) projets d'investissement ont été inscrits via la plateforme numérique de l'investisseur durant la période allant du 1er novembre 2022 au 31 mars 2023, a fait savoir mardi à Alger le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache.

Dans une déclaration à la presse en marge d'un atelier sur "les mécanismes de renforcement et de facilitation des procédures de demande de documents et d'autorisations nécessaires à la réalisation des projets d'investissement à travers la plateforme numérique de l'investisseur", organisé par l'AAPI, M. Rekkache a indiqué que cette plateforme avait accueilli 158 projets d'investissement jusqu'au 31 mars dernier, ajoutant qu'il "y a plus de 500 autres projets à l'étude au niveau de la même plateforme".

Dans ce cadre, il a précisé qu'un travail est en cours pour réactiver l'interopérabilité des systèmes d'information, ajoutant qu'il ne suffit pas d'inscrire le projet via la plateforme numérique, l'investisseur doit obtenir

les autorisations et les autres documents liés à la réalisation de son projet d'investissement.

Il a également appelé à la nécessaire conjugaison des efforts pour la réussite du processus de numérisation des services en vue de faciliter les démarches d'investissement et l'accès à l'information et aux données, soulignant que la plateforme numérique de l'investisseur est un "outil essentiel" pour l'amélioration du climat des affaires et la relance de la locomotive de la transformation numérique, au vu de son caractère opérationnel.

Concernant les investissements étrangers, le même responsable a souligné que ces investissements passent par le Guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, faisant savoir que leur nombre était de 38 durant la période allant du 1er novembre au 31 mars. Ces projets, explique-t-il, concernent différents secteurs, notamment l'industrie (60%).

Intervenant à cette occasion, la ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Benmouloud, a affirmé que la création de la plateforme

numérique de l'investisseur et la mise en service du Guichet unique permettraient de "surmonter les obstacles liés à l'investissement et de réaliser un développement économique durable fondé sur la numérisation et la transparence". Elle a précisé que la création de cette plateforme et la mise en service du guichet unique "font partie des étapes qui permettent d'aplanir les difficultés qui entravent le processus d'investissement et de réaliser ainsi un développement économique durable". Pour que cette plateforme atteigne les objectifs tracés, la ministre a insisté sur l'échange de données entre les systèmes d'information, soulignant que son secteur œuvrait à créer un environnement propice à cette interopérabilité des systèmes.

Elle a expliqué, à cet égard, que son secteur était en phase d'actualisation du Référentiel national d'interopérabilité des systèmes d'information, en coordination avec tous les secteurs ministériels, rappelant que "l'Etat s'appuie sur cet outil stratégique pour promouvoir la croissance économique du pays". Elle a en outre relevé la



nécessité de développer les systèmes d'information de tous les organismes concernés par le processus d'investissement, en général, et de développer la plateforme numérique de l'investisseur, en particulier, en veillant à associer les instances en charge du paiement électronique et de la signature électronique, qui sont deux mécanismes essentiels pour la matérialisation de l'économie numérique.

Pour sa part, le ministre de la Poste et Télécommunications, Karim Bibi-Triki, a précisé que la nouvelle loi sur l'investissement prévoyait des mesures qui simplifient l'investissement à travers une plus grande transparence, l'égalité des chances entre les investisseurs et des garanties pour renforcer la confiance des investisseurs.

Il a appelé à la nécessité

d'une coordination entre les différents secteurs et instances pour relever le défi et offrir un mécanisme moderne qui permet à l'investisseur d'investir confortablement, de répondre aux aspirations des investisseurs et d'atteindre les objectifs économiques escomptés.

Pour le ministre, l'organisation de cet atelier "est l'occasion de voir ce qui a été réalisé dans cette plateforme numérique et d'échanger sur ce qu'il reste à faire en matière d'interopérabilité entre les différents secteurs et instances pour améliorer l'efficacité de cette plateforme". Lors de la rencontre, des explications ont été données sur le fonctionnement de la plateforme numérique de l'investisseur et le cadre légal et institutionnel relatif à l'octroi des permis de construire aux investisseurs.

annaba / Pluviométrie

Les dernières précipitations accueillies favorablement La rationalisation d'eau potable maintenue



Tayeb Zgaoula

Annaba et les autres wilayas de la région ont enregistré les premières précipitations de ce mois de mai, après une période marquée par un stress hydrique qui fait que les barrages de toute cette région de l'extrême "EST" du pays sont dans leur majorité à un faible niveau, bien au-dessous de 50 % selon les services des eaux. Ce recul de taux de remplissage est dû au faible taux de pluviométrie durant la période hivernale. Devant une telle situation marquée par un stress hydrique, le ministère des affaires religieuses a appelé d'ailleurs, cette semaine, les Imams des mosquées à accomplir la prière de Istisqa. Les dernières pluies qui ont arrosé

toute la région ont été accueillies avec joie par les agriculteurs et les citoyens "Nous prions Allah le tout puissant pour que nos barrages se remplissent en cette période de sécheresse" souhaitent ainsi les fidèles rencontrés, hier, avant l'accomplissement de leur prière du Dohr. Cette situation est ressentie avec la baisse drastique des volumes d'eau à travers tout le territoire national. C'est la raison pour laquelle à Annaba, comme certainement dans d'autres régions du pays, les services des eaux ont décidé de procéder à la rationalisation des eaux en espérant mieux surtout que pour cette saison, l'état table sur une augmentation de la production agricole.

annaba / emPloi

Les contractuels PID et DAIS de la DAS reviennent à la charge



S.F

Les anciens contractuels de la Direction de l'action sociale d'Annaba sont revenus à la charge, hier, dans la matinée, en tenant un sit-in de protestation devant le siège de la wilaya. Ils en sont à leur 80ème mouvement de protestation. Comme nous l'avons déjà évoqué dans nos précédentes éditions, les protestataires revendiquent principalement le renouvellement de leurs contrats de travail PID et DAIS, ainsi que la suppression de la condition de l'âge, qui stipule que les postulants aux contrats de la DAS doivent avoir moins de 35 ans,

en sus de leur permanisation, une fois les conditions exigées par le dispositif d'insertion professionnelle remplies. Les travailleurs du pré-emploi à la DAS ayant déjà initié par le passé des actions de protestations devant le siège de la wilaya et devant le ministère de tutelle, appellent à l'intégration sans condition des contractuels remplissant les exigences. Ce sont des milliers de jeunes employés qui vivent le même drame social et qui demandent une solution fiable et durable quant à leur avenir professionnel et à leur situation sociale précaire qui semble s'éterniser.

cHeTaibi / TransPorT

Les habitants pénalisés par l'absence de bus Un membre de l'APW s'explique

S.F

Les habitants de la commune de Chétaibi souffrent d'un déficit flagrant en matière de transport public. Selon les témoignages des riverains, les bus qui assurent la navette entre le chef-lieu d'Annaba et leur localité sont presque indisponibles, et les taxis collectifs ne suffisent plus.

«Le nombre de taxis reste insuffisant, il devrait être en principe doublé, sinon triplé, pour pouvoir satisfaire la demande des usagers de transport», confie un citoyen. «C'est un véritable calvaire pour les gens qui travaillent ainsi que pour les étudiants. Il y a un manque flagrant de moyens de transport occasionnant des désagréments énormes aux habitants», ajoute-t-il. Le citoyen est la seule victime de cette situation. En effet, ce problème perdure depuis des années, une vraie torture, surtout pour les familles qui ne disposent pas de véhicules, ils subissent quotidiennement des désagréments du fait d'un manque chronique de moyens de transport commun. Achref Bahi un membre de l'APW, a expliqué hier : " comme je suis le représentant des citoyens, je suis vraiment déçu car j'ai constaté la souffrance des citoyens face aux files d'attente quotidiennes. Ce dernier a déclaré que le wali a instruit la direction des transports à trouver une solution pour y remédier à cette situation, seulement trop d'obstacles sont apparus,



tels que l'indisponibilité sur le marché de bus à acquérir mais également leur coût, également le refus des propriétaires privés d'assurer la ligne Chétaibi Annaba. Malheureusement, les catégories pénalisées sont surtout les fonctionnaires, les employés des administrations, les étudiants ainsi que les commerçants qui peinent à rejoindre leurs lieux de travail et ce avec beaucoup de retard. Lassés de ce calvaire du transport en commun qui perdure, les riverains font appel aux taxis, collectifs ou individuels, en se soumettant parfois au diktat des chauffeurs sur les tarifs exagérément appliqués.

annaba / sidi amar

Plus de 10 compteurs électriques détruits par le feu



Imen.B

Un incendie de compteurs électriques a eu lieu, avant-hier, au niveau de la commune de Sidi Amar centre, un énième incendie qui a suscité panique et colère chez les habitants. Fort heureusement le regroupement des compteurs électriques était installé à l'extérieur des bâtiments. Selon des sources concordantes un court-circuit déclenché au niveau d'un compteur serait à l'origine de ce sinistre qui s'est propagé au niveau du reste des compteurs. Aucun blessé n'a été signalé. Grâce à la

promptitude des éléments de la protection civile, l'incident a pu être maîtrisé. Les éléments de la protection civile se sont vite dépêchés sur les lieux afin de circonscrire cet incendie en déployant d'importants moyens humains et matériels, pour la circonstance. Les services de la Protection civile se sont attelés à évacuer tous les occupants du bâtiment, dans un premier temps, puisque les compteurs électriques avaient dégagé une fumée toxique. Les services techniques concernés ont été aussitôt avisés, pour couper définitivement le courant électrique et évaluer les dégâts.

annaba / sécurité

A l'approche des examens de fin d'année et de la saison estivale, le dispositif sécuritaire renforcé



S.F

Les services de la sûreté de wilaya d'Annaba viennent de renforcer leur dispositif de sécurité et de prévention. Les effectifs de surveillances des établissements scolaires ont été renforcés par des dizaines de policiers répartis au niveau de toute de la wilaya, afin de prévenir tout acte de vol, d'agressions et de lutter contre l'insécurité, aux alentours de ces établissements éducatifs ainsi que dans les artères de la ville. Ce plan spécial d'actions vise à sécuriser les biens et les personnes et à améliorer le rapprochement citoyens-institutions. Par ailleurs, il a été remarqué un renforcement d'agents mobiles et pédestres aux abords des établissements scolaires, des places et des lieux publics ainsi qu'au niveau des différents centres commerciaux, visant à empêcher le retour rampant du

commerce informel. Ce plan d'actions permettra une meilleure mobilisation et davantage de célérité et d'efficacité dans les interventions. A ce titre, des tournées de contrôle seront, donc, effectuées au grand soulagement des parents d'élèves et du personnel enseignant. Ceci évitera de nombreux désagréments auxquels peuvent être confrontés les élèves, à la sortie de leurs établissements scolaires. En matière de préservation de l'environnement et du cadre de vie, l'interdiction de l'occupation illégale des espaces publics va se poursuivre en direction des marchands ambulants et vendeurs à la sauvette, l'interdiction du commerce parasite devant les établissements scolaires, y compris la répression des infractions liées à l'urbanisme. Le dispositif sécuritaire sera étendu également au niveau de toutes les stations de bus et de taxi visant à assurer une meilleure protection du citoyen.

annaba / social

Actions sociales et solidarité au profit des sans-abris



Sara.Y

La direction de la DAS d'Annaba a mené des sorties sur terrain en vue de prendre en charge les personnes sans-abris et les personnes en difficulté, en coordination avec les éléments de la sûreté de wilaya, la protection civile et les éléments de l'APC. Les initiateurs de cette action humanitaire et de bienfaisance ont sillonné plusieurs quartiers d'Annaba où ils ont distribué des couvertures y compris des repas chauds aux personnes sans domicile fixe (SDF) ainsi que des colis

de denrées alimentaires pour les prémunir du froid. Les pouvoirs publics ont mis en exergue le rôle du mouvement associatif et des médias dans le processus de prise en charge des personnes sans-abris, appelant ces organes à travailler en coordination avec son département afin d'optimiser toute action sociale visant à assister cette frange vulnérable de la société. Rappelons que la prise en charge des personnes sans abris ne se limitera pas seulement à la saison hivernale, il est envisagé l'étendre sur toute l'année.

annaba / electrocution

Un travailleur brûlé au deuxième degré à El Bouni



Imen.B

Hier dans l'après-midi, un travailleur, a été électrocuté dans la commune d'El Bouni. Selon des sources requises, l'homme âgé de 41 ans a été électrocuté pour des raisons toujours inconnues. La victime a subi des brûlures au deuxième degré au

niveau de divers endroit de son corps. Elle a été aussitôt transférée aux urgences du CHU d'Annaba, après avoir reçu toute l'assistance des premiers secours nécessaire de la part des services de sécurité. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les causes exactes de ce drame qui a heurté les habitants de la cité.

annaba / gasPillage d'eau PoTable

Les robinets à sec et des fuites d'eau en abondance

Imen.B

De nombreux quartiers de la wilaya d'Annaba n'ont pas vu une goutte d'eau, la semaine dernière. Cette absence de matière vitale a fait les affaires des propriétaires des camions-citernes, profitant de la moindre aubaine pour réaliser de juteuses affaires, ce qui a poussé les habitants des derniers étages de certains immeubles à recourir aux jerricans, et à reprendre la vieille «corvée». En parallèle et alors que les robinets sont à secs dans la plupart des quartiers de la ville, plusieurs fuites d'eau coulent à flot, notamment dans le quartier supérieur d'Oued Forcha... Le précieux liquide coule à flot à chaque fois que les vannes pour la distribution sont ouvertes. L'eau est ainsi gaspillée pendant que des populations de plusieurs communes souffrent de son absence dans leurs robinets surtout en ces derniers jours. Les habitants de cette cité soi-disant résidentielle, se plaignent de la lenteur des services concernés qui tardent à remédier à la réparation de ces aux fuites qui surviennent sur le réseau d'alimentation en eau potable. Ces fuites, disent-ils, affectent négativement la distribution de ce liquide



vital. Les nombreuses doléances adressées par les habitants aux services compétents, leurs signalant ces fuites d'eau, n'ont rien changé à cette situation. Puisque, d'après notre interlocuteur, les pertes d'eau sont importantes sans parler des dégâts collatéraux qu'entraînent ces retards. Les habitants espèrent que les responsables concernés mettront vite un terme à ce gaspillage. Combien de m3 d'eau potable se sont soit évaporés dans la nature soit déversés dans les regards... alors que des habitants se voient contraints de recourir aux revendeurs d'eau potable en citerne à des prix aberrants. Soulignons qu'en l'absence de fortes précipitations, le stress hydrique tracasse aussi bien les gestionnaires de la ressource hydrique que les agriculteurs.

annaba/Faits divers

Le renversement d'un véhicule fait un blessé



Une femme l'a échappé belle lors d'un accident de la route survenu, lundi passé, aux environs de quinze heures au niveau de la route Lamotta, sise commune d'Annaba. Il s'agit d'une femme âgée de 23 ans qui a été victime du renversement de son véhicule touristique. Cette dernière a été transférée à l'hôpital pour recevoir les soins nécessaires. Une enquête a été diligentée par les éléments de la police afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

annaba / accident de la route

Un jeune homme gravement blessé après avoir été fauché par un véhicule



Sara.Y
Un jeune homme, âgé de 23 ans, circulant à pied a été percuté

par un véhicule au niveau du boulevard Bouzered Hocine. L'accident s'est produit, avant-hier, aux environs de dix-huit

heures, lorsque le jeune homme fut renversé par un véhicule. À l'arrivée des secours, la victime qui était inconsciente,

a été évacuée en urgence vers l'hôpital "Ibn Rochd". Les circonstances exactes liées à cet incident restent pour le

inexpliquées.

Une enquête est en cours pour déterminer les causes de cet incident.

el-oued

M. Didouche souligne l'importance de l'artisanat dans la promotion de la richesse et de l'emploi

L'importance de l'artisanat en tant que levier pour le développement et la promotion de l'artisanat et de l'emploi a été mise en avant lundi dernier à El-Oued par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche.

S'exprimant à l'issue d'un exposé présenté sur son secteur à l'hôtel "Louss" en marge des festivités commémoratives de la Journée internationale des travailleurs, M. Didouche a indiqué que "l'artisanat constitue un important levier pour le secteur du Tourisme contribuant à la création de richesses et d'emplois".

"Les pouvoirs publics accordent toute l'importance voulue au secteur du Tourisme contribuant au renforcement des potentialités économiques du pays, qu'il appartient de promouvoir notamment à travers le développement des projets d'investissement".

La wilaya d'El-Oued s'est positionnée, selon les données fournies lors de l'exposé sur la situation et les perspectives du secteur, en première place en termes de flux des touristes ayant convergé, au titre de cette saison touristique, dans la région, soit pas moins de 112.000 touristes.

Les capacités d'accueil du

secteur du Tourisme de la wilaya d'El-Oued seront consolidées, en perspective, de seize (16) nouveaux établissements hôteliers, en cours de réalisation, offrant une capacité d'hébergement de 1.978 lits, en plus de la suggestion de réalisation de sept (7) zones d'expansion touristique (ZET) retenues au niveau de différentes communes de la wilaya, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

Le ministre a, visité une exposition sur les activités des agences de tourisme et de voyage et a écouté des explications fournies par les opérateurs touristiques.



Il a, au terme de sa visite, présidé une cérémonie en l'honneur de six (6) employés de l'Entreprise de gestion touristique (EGT) d'El-Oued.

Auparavant, M. Didouche a assisté, en compagnie des ministres du Travail, de l'emploi et de la sécurité

et de l'Agriculture et du développement rural, respectivement MM. Fayçal Bentaleb et Mohamed Abdelhafid Henni, aux festivités officielles de la Journée internationale des travailleurs qu'a abritées cette année la wilaya d'El-Oued.

Port d'alger

Hausse du trafic maritime à plus de 14% au premier trimestre 2023

Le trafic maritime au port d'Alger a enregistré, au premier trimestre de l'année en cours, une hausse de plus de 14% sur une base annuelle, selon un bilan de la direction générale de l'entreprise portuaire d'Alger (EPAL) dont l'APS a obtenu une copie.

Un total de 377 navires ont accosté au port d'Alger durant le 1er trimestre de 2023 dont 304 activant au port contre 329 navires accostés durant la même période de l'année précédente, soit une hausse de 14,6%, d'après les chiffres fournis par l'EPAL.

Cette hausse a touché notamment le trafic des navires pétroliers (33%), les cimentiers (33%), les porte-conteneurs (16%), a précisé l'EPAL dans son bilan, faisant constater que le trafic de navires de voyageurs avait baissé de 31% ainsi que les rouliers RORO (transport de véhicules) (-7%) et les butaniers (-6%).

Dans le même sillage, l'EPAL a fait état d'une hausse du trafic de marchandises à



l'embarquement à 34,4% passant de 4,2 millions de tonnes au premier trimestre 2022 à 4,3 millions de tonnes durant la même période de l'année en cours réalisant ainsi 99% de l'objectif tracé (4,5 millions de tonnes).

Selon le bilan, le trafic de marchandises a atteint 1,8 millions de tonnes au premier trimestre de 2023 soit 85% de son objectif global (2,2 millions

tonnes) enregistrant ainsi une baisse de 5,37% du chiffre réalisé l'année précédente.

Hausse de 28% du nombre de conteneurs destinés à l'exportation

Par ailleurs, le nombre de conteneurs pleins destinés à l'exportation au port d'Alger a connu une hausse considérable de 28% lors du premier trimestre de l'année en cours, par rapport à la même période de l'année

passée, et ce grâce aux mesures de facilitation appliquées au profit des exportateurs, selon la même source.

Le trafic conteneurs a, à son tour, connu une hausse durant les trois premiers mois de l'année en cours atteignant 95% contre 92% lors du premier trimestre de 2022.

Autre indicateur positif qui s'ajoute à cette amélioration, le rendement de l'EPAL avec

un recul de la durée moyenne d'attente des navires au port de janvier à mars 2023, par rapport à la même période de l'année passée, allant de 0,88 jours en 2022 à 0,58 jours en 2023.

Même cas pour le séjour moyen à quai des navires traités qui a reculé de 3,78 jours lors du premier trimestre de 2022 à 3,54 jours à la même période de l'année en cours.

Quant au trafic de passagers prévu pour la même période de 2023 ciblant 62.412 passagers et 36.620 auto-passagers, celui-ci a été réalisé respectivement à 58,56% (40.650 passagers) et 77,08% (28.255 auto-passagers), selon les mêmes données.

S'agissant des conteneurs traités par l'EPAL, le document relève la réception de 55.955 équivalents vingt pieds (EVP) durant le premier trimestre de 2023 contre une prévision de 64.380 EVP et un objectif atteint à 87%. Cette activité a enregistré une baisse de 8,60% par rapport à la même période de l'année 2022.

Combats acharnés au Soudan malgré la trêve, la situation humanitaire à « un niveau catastrophique »

Le conflit qui oppose l'armée aux paramilitaires transforme le drame humanitaire déjà existant en « véritable catastrophe », a alerté l'ONU mardi.

Les combats font rage mardi 2 mai au Soudan entre l'armée et les paramilitaires en guerre pour le pouvoir, qui ignorent ainsi la trêve. La communauté internationale s'alarme d'une situation humanitaire qui vire à la « catastrophe ».

« On entend des coups de feu, des avions de guerre et des tirs antiaériens », rapporte à l'Agence France-Presse (AFP) un habitant de Khartoum, la capitale, en proie au chaos depuis le 15 avril, jour où les combats ont commencé entre Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane, chef de l'Etat et de l'armée, et son numéro deux, Mohammed Hamdan Daglo, dit « Hemetti », à la tête des paramilitaires des Forces de soutien rapide (RSF).

Les violents affrontements à Khartoum et dans d'autres régions, en particulier au Darfour, ont fait plus de cinq cents morts et dix fois plus de blessés, selon des bilans largement sous-évalués.

Dimanche, une nouvelle trêve a été renouvelée pour soixante-douze heures ; elle n'a presque pas été observée. Les étrangers continuent de quitter le pays, et les Soudanais de fuir par dizaines milliers.

L'Organisation des Nations unies (ONU) s'attend à « plus de 800 000 personnes » cherchant refuge dans les pays voisins comme l'Egypte, le Tchad, l'Ethiopie et la Centrafrique. Ceux qui restent sont confrontés à des pénuries d'eau, d'électricité et de nourriture, alors que la température à Khartoum dépasse 40 °C.

Violences et pillages

Le conflit transforme le drame humanitaire déjà existant en « véritable catastrophe », a alerté Abdou Dieng, coordinateur de l'aide humanitaire au Soudan, lors d'une réunion lundi à l'ONU. Pour le président kényan aussi, la crise atteint un « niveau catastrophique ». Et les deux hommes en guerre refusent « d'entendre les appels » de la communauté internationale, a regretté William Ruto, qui appelle à acheminer l'aide humanitaire « avec ou sans cessez-le-feu ».

Les généraux Al-Bourhane et Daglo avaient fait front commun pour évincer les civils avec lesquels ils partageaient le pouvoir depuis la chute du dictateur Omar Al-Bachir (en 2019), lors du putsch de 2021. Des divergences sont ensuite apparues, puis le conflit entre les deux s'est intensifié quand ils ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'intégration des RSF dans l'armée régulière, et s'est finalement transformé en lutte armée. Dans un appel au président kényan, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a « réitéré le soutien des Etats-Unis » aux efforts diplomatiques pour « mettre fin au conflit » et assurer « un accès humanitaire sans entrave ».

Le responsable de l'ONU pour les affaires humanitaires, Martin Griffiths, s'est rendu lundi à Nairobi pour une mission d'urgence. La situation « depuis le 15 avril est catastrophique », a-t-il tweeté. Le programme d'aide pour cette année n'est financé qu'à 14 % actuellement et il manque 1,5 milliard de dollars aux organismes d'aide pour faire face à la crise

humanitaire aggravée par les combats en cours, a annoncé l'ONU mardi.

Les violences et les pillages n'ont épargné ni les hôpitaux ni les organisations humanitaires, dont beaucoup ont dû suspendre une grande partie de leurs activités. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) craint elle aussi une « catastrophe » pour le système de santé, déjà très fragile avant la guerre au Soudan, l'un des pays les plus pauvres au monde et sous embargo international pendant deux décennies. Seuls 16 % des établissements de santé fonctionnent véritablement à Khartoum, mais, même là, le matériel et le personnel, épuisé, viennent à manquer. « Evacuations d'urgence » des équipes humanitaires au Darfour

L'aide parvient toutefois au compte-gouttes : six conteneurs de matériel médical de l'OMS sont arrivés, avant tout pour traiter les blessés graves et les patients souffrant de malnutrition aiguë. Du carburant, de plus en plus rare, a été distribué à certains hôpitaux qui dépendent de

générateurs.

Le Programme alimentaire mondial a aussi commencé à reprendre ses activités, après une suspension temporaire justifiée par la mort de trois employés.

Au-delà de Khartoum, le chaos a emporté le Darfour occidental, où même les civils participent désormais aux violences, selon l'ONU, qui évoque une centaine de morts depuis la semaine dernière, lorsque les combats ont débuté dans cette région déjà marquée par une sanglante guerre civile dans les années 2000. « Le système de santé s'est complètement effondré à Al-Geneina », chef-lieu du Darfour occidental, s'inquiète le syndicat des médecins, qui ajoute que le pillage des dispensaires et des camps de déplacés ont provoqué des « évacuations d'urgence » des équipes humanitaires.

Au total, plus de 330 000 personnes ont fui à l'intérieur du pays depuis la mi-avril, dont plus de 70 % au Darfour occidental et au Darfour du Sud, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

L'Ukraine intensifie ses opérations de sabotage dans les régions frontalières avec la Russie et en Crimée

Selon le ministre de la défense ukrainien, Oleksii Reznikov, les attaques précèdent les préparatifs de la contre-offensive destinée à récupérer les territoires occupés.

Alors que les forces de Kiev disent finaliser les préparatifs d'une contre-offensive annoncée depuis plusieurs mois pour récupérer les territoires occupés par les troupes russes, les derniers jours ont été marqués par plusieurs attaques dans les régions frontalières avec la Russie. Des actes de sabotage ont également été rapportés en Crimée, péninsule annexée par Moscou, en 2014. Lundi 1er mai, le ministre de la défense ukrainien, Oleksii Reznikov, a déclaré à la télévision nationale que l'armée « atteignait la ligne d'arrivée » de ses préparatifs, tout en affirmant que les commandants décideront « comment, où et quand » la contre-offensive sera menée.



En parallèle, à Washington, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby, a dévoilé, le même jour, les dernières estimations du renseignement américain sur les pertes russes : 100 000 morts depuis le mois de décembre 2022, dont 20

000 dans les combats en cours dans l'est de l'Ukraine, en particulier autour de la ville de Bakhmout. La moitié d'entre eux appartiendraient au Groupe Wagner, une société paramilitaire privée russe. « La conclusion est que l'offensive de la Russie s'est retournée contre elle »,

a assuré M. Kirby, tout en refusant de se prononcer sur les pertes subies par l'Ukraine.

Lundi, un « engin explosif » a fait dérailler un train de marchandises dans la région russe de Briansk, frontalière de l'Ukraine, sans faire de victimes, selon le gouverneur de la région, Alexandre Bogomaz. L'explosion se serait produite à « 50 mètres » du train, a affirmé la compagnie des chemins de fer biélorusse, qui a fait savoir dans un communiqué qu'il s'agissait de l'un des siens, parti de la ville de Gomel (Biélorussie), en direction de Briansk. Lundi, aussi, une ligne à haute tension a été endommagée par un autre engin explosif dans la région de Léningrad (nord-ouest), près de la frontière avec l'Estonie et la Finlande, a annoncé le gouverneur local, Alexandre Drozdenko. Une enquête pour « sabotage » a été ouverte.

La Syrie s'engage à mettre fin au trafic de stupéfiants lors d'une réunion des ministres arabes des AE

Le ministre jordanien des Affaires étrangères Ayman Safadi, à droite, arrivant avec son homologue syrien Faisal Mekdad, pour assister à une réunion consultative régionale à Amman, en Jordanie, le lundi 1er mai 2023 (Photo, AP).

La Syrie s'est engagée lundi à mettre fin au trafic de drogue à travers ses frontières avec la Jordanie et l'Irak, et à déterminer l'origine de la production et du transport des stupéfiants.

L'engagement a été pris lors d'une réunion historique à Amman à laquelle ont participé les ministres des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, d'Égypte, d'Irak et de Jordanie, ainsi que le ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Mekdad.

L'objectif de cette réunion était de discuter des moyens de normaliser les relations avec la Syrie, dans le cadre de la mise en place d'un règlement politique de la guerre civile qui ravage le pays depuis 13 ans.

Une déclaration finale après la réunion a précisé que les ministres avaient discuté des moyens de rapatriement volontaire de millions de déplacés syriens, ainsi que de la coordination des efforts pour lutter contre le trafic de drogue.

Selon cette même déclaration, Damas aurait accepté de «prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la contrebande aux frontières avec la Jordanie et l'Irak» et de déterminer l'origine de la production et du transport des stupéfiants dans ces deux pays.

La Syrie est accusée par les gouvernements arabes et l'Occident de produire le Captagon, substance à la fois addictive et lucrative, et de l'introduire en contrebande dans le Golfe.

Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Safadi, a indiqué que la réunion n'était qu'«un début, et que le processus se poursuivait» pour mettre fin au conflit.

«Il faut qu'il y ait des mesures concrètes qui conduisent à une amélioration des conditions dans lesquelles vivent les Syriens», a-t-il affirmé. Une décision sur la réadmission de la Syrie dans la Ligue arabe serait prise par l'organisation elle-même, a déclaré Safadi.

La Jordanie a exhorté la Syrie à collaborer avec les pays arabes



sur la base d'une feuille de route, étape par étape, en vue de mettre un terme au conflit en Syrie, en s'attaquant aux problèmes des réfugiés, des détenus, du trafic de drogue et des milices soutenues par l'Iran.

Les pourparlers à Amman étaient

«clairs et sincères», a dit Safadi, avant d'ajouter: «Nous nous sommes mis d'accord sur des dispositifs pour commencer à organiser le retour sûr et volontaire des réfugiés, en coordination avec les Nations Unies.»

elections en Turquie:

Rixes entre pro et anti-Erdogan autour d'un bureau de vote en France, à Marseille

Plusieurs rixes ont éclaté lundi après-midi en France à Marseille entre partisans et opposants au président turc Recep Tayyip Erdogan, autour d'un bureau de vote ouvert aux ressortissants turcs pour les élections présidentielle et législatives, faisant au moins quatre blessés, a-t-on appris de source policière.

Les forces de l'ordre ont dû intervenir à deux reprises pour séparer ces électeurs turcs appelés à se rendre aux urnes deux semaines avant l'ouverture de ces deux scrutins fixés au 14 mai en Turquie, a précisé la préfecture de



police des Bouches-du-Rhône, confirmant une information initiale de France 3 Provence-Alpes-Cote-d'Azur.

Une première rixe s'était déclarée vers 14h30 autour de ce bureau de vote situé dans les quartiers sud de Marseille,

proche du parc Chanot (8e arrondissement), lors de laquelle quatre personnes ont été blessées, avant d'être transportées à l'hôpital de la Timone.

Les policiers avaient dû faire usage de gaz lacrymogène pour séparer les deux groupes. D'autres affrontements ont ensuite eu lieu en fin de journée, malgré la présence des forces de l'ordre, et deux personnes ont été interpellées, a précisé la préfecture de police à l'AFP.

A 69 ans, M. Erdogan est candidat à sa propre réélection lors du scrutin présidentiel du 14 mai, mais il devra affronter

pour la première fois une opposition unie après 20 ans de pouvoir.

Face à lui, trois prétendants, dont son principal adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, 74 ans, candidat d'une alliance de six partis d'opposition allant de la droite nationaliste à la gauche démocrate, dominée par le CHP (social-démocrate) fondé par le père de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk.

Les sondages prédisent une présidentielle serrée, que les deux camps affirment pouvoir remporter au premier tour. Un éventuel deuxième tour serait organisé le 28 mai.

Les Etats-Unis appellent à élire un président au Liban pour «unir le pays»

WASHINGTON: Les Etats-Unis ont appelé lundi à l'élection d'un président au Liban afin d'"unir le pays et de mettre en place rapidement les réformes nécessaires pour sortir son économie de la crise", selon un communiqué du département d'Etat.

Cet appel, adressé aux leaders politiques libanais, les exhorte aussi à "ne pas mettre leurs intérêts personnels et

leurs ambitions au-dessus des intérêts de leur pays et de leur peuple".

Le Liban a besoin d'un président "non corrompu", a précisé le porte-parole du département d'Etat Matthew Miller, soulignant que les réponses aux crises politiques et économiques qui agitent le pays ne peuvent venir que de l'intérieur, et "non de la communauté internationale". Le pays connaît une vacance

du pouvoir depuis que le mandat du président Michel Aoun a expiré le 31 octobre 2022 sans accord au sein de la classe politique, profondément divisée sur un successeur.

Cette crise politique a aggravé le marasme économique du Liban, qui connaît l'une des pires crises économiques au monde depuis 1850, selon la Banque mondiale.



can u17 :

Algérie 0 Sénégal 3 : Les lions de la Terranga supérieurs

Tayeb Zgaoula

On savait que cette rencontre mettant aux prises l'Algérie à son adversaire du Sénégal est qualifiée de compliquée comme l'a d'ailleurs souligné le coach Algérien Arezki Remane puisqu'elle permis aux deux formations de composer leur tickets pour la qualification au 2ème tour des 1/4 «nous allons affronter la meilleure équipe de ce tournoi, mais on va mettre en place une stratégie pour contrecarrer l'adversaire» a indiqué la veille du match le sélectionneur Algérien. Force est de constater, malheureusement que nos représentants se sont montrés natifs dans les dernières minutes de ce premier half en commettant des erreurs de

marquage lors de l'ultime balle arrêtée qui a permis à l'attaquant sénégalais embusqué au 2ème poteau d'ouvrir aisément la marque. Il faut dire que dès le début des hostilités on a vu une défense Algérienne manquant d'assurance surtout sur les balles aériennes venant du flanc gauche. A la reprise la défense Algérienne a pris l'eau précisément sur le flanc gauche ou on a vu à maintes reprises l'attaquant Diouf prendre de vitesse son vis-à-vis pour inscrire le 2ème but devant le gardien Algérien médusé. Dès lors le coach Algérien Areski procéda à quelques changements pour réduire le score mais le gardien du Sénégal annula toutes les tentatives des attaquants Algériens. Mieux organisés et en meilleure condition physique



les Sénégalais impressionnants vont alourdir l'ardoise par un troisième but signé Souane. Le coach Sénégalais l'a déclaré nous sommes venus pour remporter le trophée.

athlétisme/championnats d'afrique (u18-u20) : Hocine en argent sur le 10.000 m marche



Le jeune Akram Hocine a décroché une médaille d'argent sur le 10.000 mètres/marche des Championnats d'Afrique des moins de 18 ans, qui se déroulent à Lusaka (Zambie), après sa deuxième place dans la finale de l'épreuve, disputée mardi matin pour le compte de la 4e journée.

Une médaille qui porte le total provisoire de l'Algérie dans cette compétition, ouverte également aux jeunes de moins de 20 ans, à sept unités : 1 or, 2 argent et 4 bronze.

La médaille d'or a été l'œuvre du hurdler Moncif Kherrafi, sociétaire du club Ouled Mimoun, de la wilaya de Tlemcen, qui

s'était imposé en finale du 110 mètres/haies des moins de 20 ans, lors de la 3e journée de compétition, disputée lundi.

Le deuxième algérien engagé dans ce 110 mètres/haies des U20 (Garçons), en l'occurrence Gasmi Zehr-Eddine, s'était contenté de la médaille de bronze, après avoir terminé troisième,

tout comme cela a été le cas pour le décathlonien Mohamed Ibrahim Halil et le lanceur de javelot Ben Aoulaï Haïthem Arafat, qui se sont également contentés du bronze, après avoir pris la troisième place dans leurs épreuves respectives.

La première médaille de bronze algérienne dans cette compétition

a été l'œuvre de Wissal Harkas, au triple saut, alors que la médaille d'argent a été glanée par Louaï Lamraoui, au saut en longueur.

L'Algérie participe avec une trentaine d'athlètes à cette compétition, dont le coup d'envoi a été donné le 29 avril, et qui sera clôturée mercredi 3 mai.

mercato :

Le Real Madrid veut rapatrier un ancien joueur

Selon les médias madrilènes, le champion d'Europe en titre a un nouvel objectif pour le mercato estival.

Le Real Madrid s'attend à vivre un été assez animé, avec des arrivées et des départs plutôt nombreux. Objectif ? Continuer de préparer le futur, alors que l'effectif est en pleine transition générationnelle et que des cadres comme Karim Benzema, Toni Kroos ou Luka Modric, convoité en Arabie saoudite selon nos informations, ne vont logiquement plus évoluer très longtemps sous la tunique blanche.

La tendance est d'ailleurs assez claire du côté de la Maison Blanche : recruter jeune. Et les arrivées souhaitées de joueur comem Jude Bellingham (19 ans) et Gabri Veiga (20 ans) vont clairement dans ce sens. Et selon des médias espagnols comme Defensa Central et AS, les Merengues ont un nouveau joueur dans le viseur. Et c'est un ancien de la maison...

Un souhait de Carlo Ancelotti

Le Real Madrid travaille ainsi sur le retour de Take Kubo. Et pour cause, c'est Carlo Ancelotti qui souhaite l'avoir sous ses ordres rapidement. Passé par le Real Madrid avant d'être vendu à la Real Sociedad cet été, sans avoir joué avec l'équipe première madrilène en Liga. Seulement, les Madrilènes se sont assurés de conserver 50% de ses droits lorsqu'ils l'ont vendu à l'écurie basque.

Et ils ont bien fait, puisque le Japonais de 21 ans retrouve des couleurs à Saint-Sébastien après plusieurs prêts compliqués. Cette saison, il est indispensable sous les ordres d'Imanol Alguacil, et le milieu offensif affiche 7 buts et 3 passes décisives au compteur en 29 rencontres de championnat. Son entraîneur a récemment déclaré le voir rester en terres basques, mais si ce n'est pas le Real Madrid au final, nul doute que d'autres gros clubs viendront toquer à la porte...



Premier league : C'est la panique à Leeds



Grosse journée du côté de Leeds, avec le départ de l'entraîneur et celui déjà confirmé du directeur sportif... Et déjà des conséquences pour le prochain mercato.

On a souvent tendance à penser qu'en Angleterre, le projet sportif de beaucoup de clubs passe principalement par des dépenses à tout va, parfois sans queue ni tête. Et s'il y a une exception à cette règle, au milieu de clubs dépensiers comme Nottingham Forest ou Wolverhampton, il y a Leeds notamment. Depuis leur retour en Premier League de la main de Marcelo Bielsa, les Peacocks ont souvent été

présentés comme un club plutôt bien géré, avec un projet assez cohérent et un effectif construit sur mesure, et en fonction des demandes des différents coachs qui se sont succédés. Des mercatos plutôt intelligents couplés à de grosses ventes qui ont permis à Leeds de se maintenir, non sans souffrir ceci dit.

Et cette saison, tout indique que le club du nord de l'Angleterre va encore être à la lutte pour le maintien jusqu'à la fin. La saison avait assez mal démarré sous les ordres de Jesse Marsch, et la bande de Weston McKennie n'a jamais réussi à sortir de la zone rouge malgré quelques gros coups, comme cette victoire à

Liverpool avant le Mondial (2-1). Démis de ses fonctions en février, l'Américain a été remplacé par l'Espagnol Javi Gracia, qui n'a pas réussi à redresser la barre. Avec un petit point pris sur les cinq derniers matches, Leeds se retrouve à la dix-septième place du classement de la Premier League, à égalité avec le premier relégable, Nottingham Forest.

Du ménage

Une situation critique qui fait les choux gras de la presse britannique ce mardi. Comme l'indiquent tous les médias anglais, Javi Gracia est très en danger. Il devrait être remplacé par un vieux briscard des bancs de touche du Royaume, Sam Allardyce. Un

troisième entraîneur cette saison qui symbolise bien la saison chaotique des Peacocks. Et ce n'est pas tout. Victor Orta, directeur sportif du club, a quitté son poste ce mardi. Un départ de poids, puisque l'Espagnol était en poste depuis 2017 et avait été un des artisans du retour dans l'élite de ce club historique, avec de bons coups sur le mercato notamment. Il faut dire que cette saison - bien aidé par les ventes de Raphinha au Barça et de Kevin Phillips à Manchester City - Orta n'avait pas hésité à sortir le chèque, dépensant environ 150 millions d'euros pour renforcer l'équipe. Du jamais vu à Leeds, qui n'avait par exemple dépensé « que » 60

millions d'euros sur la saison 2021/2022, même s'il est vrai que la barre des 100 millions d'euros avait été franchie lors de la saison du retour dans l'élite. Et le départ du duo Gracia-Orta remet en question certaines pistes déjà bien engagées pour cet été. Sport indique ainsi que Leeds avait déjà sécurisé l'arrivée d'Ilias Akhomach, une des plus grosses pépites du Barça, et un gros coup pour le club qui avait devancé des clubs bien plus huppés. Mais le chamboulement interne de Leeds a fait tomber l'opération à l'eau, pour le plus grand bonheur de ses prétendants comme Milan, Arsenal ou Séville. Clairement, c'est la crise à Leeds...

guerre en ukraine : Attaque russe à Pavlohrad, 20 000 soldats tués... Le point du jour

Le président ukrainien a indiqué qu'une frappe russe a tué deux personnes et blessé une quarantaine, dont plusieurs enfants, à Pavlohrad, à l'Est du pays. De leur côté, les services de renseignement américains estiment que 20 000 combattants russes ont été tués au cours des cinq derniers mois en Ukraine. Retour sur les événements qui ont marqué la nuit du lundi 1er au mardi 2 mai 2023.

Après les frappes russes qui ont touché l'Ukraine la nuit précédente, Moscou continue d'alourdir le bilan des civils tués. Deux personnes sont mortes lors d'une nouvelle attaque à Pavlohrad, dans l'oblast de Dnipropetrovsk, a indiqué Volodymyr Zelensky.

20 000 combattants russes morts en cinq mois, selon les États-Unis

La Maison Blanche a déclaré lundi qu'elle estimait à 20 000 le nombre de combattants russes tués au cours des cinq derniers mois et à 80 000 celui des blessés dans les combats en Ukraine dans la région de Bakhmout.

Le porte-parole de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, John Kirby, a précisé aux journalistes, citant des estimations des services de renseignement américains, que la moitié des morts appartenaient au groupe paramilitaire Wagner, qui comprend des condamnés libérés de prison pour rejoindre les rangs des combattants.

« La tentative d'offensive de la Russie dans le Donbass, principalement à travers Bakhmout, a échoué », a déclaré John Kirby. « La Russie n'a pas été en mesure de s'emparer d'un véritable territoire stratégique et significatif ».

Selon lui, les Russes ont fait quelques progrès dans la région de Bakhmout, mais cela a coûté très cher et les défenses de l'Ukraine dans la région restent solides.

« Ces chiffres sont vraiment stupéfiants », a ajouté John Kirby, précisant que le total est trois fois supérieur au nombre de victimes américaines lors de la campagne de Guadalcanal pendant la Seconde Guerre



mondiale.

John Kirby a par ailleurs indiqué qu'un autre programme d'armement américain destiné à l'Ukraine serait bientôt annoncé.

2 morts et 40 blessés lors d'une attaque russe à Pavlohrad

Des frappes russes sur Pavlohrad, dans l'oblast de Dnipropetrovsk, a tué deux personnes et blessé 40 autres, a indiqué le président Volodymyr Zelensky dans son allocution nocturne quotidienne.

Les personnes tuées étaient « de très jeunes hommes », a-t-il précisé, en exprimant ses condoléances à leurs familles. Plus tôt dans la journée, le gouverneur de l'oblast de Dnipropetrovsk, Serhiy Lysak, a indiqué que cinq enfants avaient été blessés lors de l'attaque russe sur Pavlohrad. La Russie a lancé une autre attaque de missiles à grande échelle contre l'Ukraine dans la nuit du 30 avril au 1er mai. La défense aérienne ukrainienne aurait abattu 15 des 18 missiles de croisière Kh-101 et Kh-555 lancés par voie aérienne.

Dans la ville de Pavlohrad, l'attaque a endommagé 80 maisons, 24 tours d'habitation, cinq écoles, quatre jardins d'enfants et d'autres infrastructures civiles, d'après

Serhiy Lysak.

Selon le ministère de l'énergie, certains habitants de la ville de Dnipro et d'autres régions ont été privés d'électricité en raison des « dommages importants » causés aux réseaux de distribution par les attaques.

Soutien du président polonais à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE

La Pologne fera tout son possible durant sa présidence du Conseil de l'UE, au premier semestre 2025, pour que l'Ukraine et la Moldavie deviennent membres de l'Union, a déclaré le président polonais Andrzej Duda lundi lors d'un discours conjoint avec le Premier ministre du pays.

Le président polonais a qualifié l'éventuelle admission des deux pays dans l'UE d'« exigence historique du moment ». Andrzej Duda a également exprimé son soutien à l'adhésion à l'UE des pays des Balkans occidentaux, déclarant : « Ce sont des sociétés qui attendent depuis plus d'une douzaine d'années de faire partie de la communauté européenne. »

Le président polonais a rappelé qu'en février 2022, il avait été à l'origine de la lettre des présidents appelant à accorder à l'Ukraine le statut de candidat à l'adhésion à

l'UE, qui avait été initialement accueillie avec scepticisme.

« Aujourd'hui, l'Ukraine est candidate. Nous ferons tout pour que l'Ukraine devienne membre de l'UE dès que possible », a déclaré Andrzej Duda.

L'Ukraine a officiellement déposé sa candidature à l'adhésion à l'UE à la fin du mois de février 2022, quelques jours seulement après que la Russie a lancé son invasion à grande échelle, et a obtenu le statut de candidat en juin 2022. Le 11 février, le président Volodymyr Zelensky a déclaré que l'Ukraine souhaitait devenir membre de l'UE dans deux ans et membre de l'OTAN après sa victoire contre la Russie.

Une émissaire américaine au Brésil après les propos controversés de Lula

Une émissaire américaine de haut rang s'est rendue au Brésil lundi dans l'espoir de renouer le dialogue avec le président Luiz Inácio Lula da Silva, dont les propos controversés sur le conflit en Ukraine avaient provoqué la colère de Washington.

Linda Thomas-Greenfield, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, aura des entretiens mardi à Brasilia avec des responsables gouvernementaux brésiliens, puis elle se rendra mercredi

à Salvador, au cœur de la communauté afro-brésilienne, afin d'y parler d'égalité raciale.

Dans son entourage, on insiste sur le fait qu'elle focalisera son attention sur la coopération entre les deux géants des Amériques plutôt que sur les commentaires du président brésilien à propos de l'Ukraine. Mais, a indiqué un responsable sous couvert de l'anonymat, Mme Thomas-Greenfield aura l'occasion de « faire le point » à ce sujet.

« Notre position c'est qu'un certain nombre de pays à travers le monde, le Brésil compris, peuvent jouer un rôle positif pour essayer de mettre fin au conflit », a-t-il ajouté. « Mais il faut s'assurer que toute paix soit juste et durable » et fondée « sur les principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale », a dit le responsable.

Lula a suscité une vive controverse en affirmant le 17 avril à Pékin que les États-Unis devaient cesser « d'encourager la guerre » en Ukraine et que l'Union européenne devait « commencer à parler de paix ».

Des propos durement critiqués par Washington qui a accusé le Brésil de « faire l'écho de la propagande russe et chinoise sans prendre en compte les faits ».



Acer lance son Swift X 16, un puissant laptop sous Ryzen 7000 et RTX 4000

OLED, Ryzen 7000, RTX 4000, le tout avec un format 16 pouces... voici le tout nouveau Swift X 16, annoncé en fin de semaine dernière par Acer. L'appareil vise en particulier les utilisateurs créatifs avec une fiche technique bien équilibrée malgré quelques compromis. Attendu en août à partir de 1 799 euros, le nouveau Acer Swift X 16 est un produit haut de gamme équipé des derniers composants mobiles d'AMD et NVIDIA. Son principal argument tourne toutefois autour de sa qualité d'affichage avec la présence d'une dalle OLED 120 Hz de 16 pouces ayant visiblement fait l'objet d'un soin particulier de la part d'Acer. Un écran OLED aux petits oignons, et de la puissance... L'écran choisi par Acer profite ainsi d'un ratio 16:10, d'une définition 3,2K (3200 par 2000 pixels), mais aussi d'une certification VESA DisplayHDR TrueBlack 500. On y trouve ainsi une luminance maximale de 500 nits, tandis que le gamut de couleurs DCI-P3 est pour sa part couvert à 100 % d'après Acer. OLED oblige, le

contraste de cet écran est infini et son temps de réponse très faible : 0,2 ms seulement.

Voué en premier lieu à la conception graphique, au rendu 3D et au montage vidéo, le Swift X 16 s'appuie également, dans sa version la mieux équipée, sur un processeur AMD Ryzen 9 7940H (8 cœurs / 16 threads cadencés jusqu'à 5,2 GHz et 54 W de TDP max). Ce dernier dispose d'une partie graphique intégrée AMD Radeon 780M, mais sera surtout épaulé d'une carte graphique dédiée NVIDIA GeForce RTX 4050. Supportant l'encodage AV1, cette dernière s'équipera des pilotes NVIDIA Studio, voués aux utilisateurs créatifs et optimisés pour les logiciels qu'ils sont les plus à même d'utiliser.

Côté mémoire vive, il faut par contre se contenter d'un maximum de 16 Go en LPDDR5, ce qui pourrait être assez limitant pour les usages les plus avancés. Acer évoque par ailleurs la présence d'un port Micro SD... et non d'un lecteur SD plein format. Une décision là aussi curieuse compte tenu du public visé. Sur le plan du stoc-



kage, on retrouve par contre un maximum de 2 To de SSD en PCIe Gen4.

... dans un châssis discret En matière de connectique et de connectivité, Acer évoque la présence de ports USB Type-C, HDMI 2.1 et d'un modem Wi-Fi 6E. On profitera aussi d'une webcam 1080p boostée à l'IA (pour améliorer sa qualité d'image) et d'un lecteur d'empreintes digitales pour l'identification.

L'ensemble est quoi qu'il en soit contenu dans un châssis en aluminium de 17,9 mm d'épaisseur pour 1,9 kg sur la balance. Des mensurations a priori assez raisonnables pour un format 16 pouces équipé d'un tandem CPU/GPU dédié. Le refroidissement de ce duo sera d'ailleurs assuré par le système Twin Air d'Acer, conçu de manière à aspirer 36 % d'air en plus dans le châssis.

Vers une confrontation directe entre les GeForce RTX 4060 Ti et Radeon RX 7600XT?

Tout porte à croire que les deux cartes graphiques d'AMD et NVIDIA vont sortir – à peu de chose près – simultanément, fin mai.

En fin d'année dernière, les sorties des GeForce RTX 4080/RTX 4070 Ti d'un côté et des Radeon RX 7900XTX/7900XT de l'autre nous ont offert un premier duel entre NVIDIA et AMD. La suite est pour bientôt. La RTX 4060 Ti fin mai En effet, nos confrères de Videocardz publient aujourd'hui un document confirmant sans équivoque la sortie de la GeForce RTX 4060 Ti dans les toutes prochaines semaines.

Les envois à la presse auront lieu un peu avant et permettront de publier les tests pour la disponibilité réelle de la carte qui reste à déterminer précisément, le document indiquant simplement un « end of may, TBD », soit, en bon français, « fin mai,



à préciser ».

Cinquième carte de la gamme Ada Lovelace, la GeForce RTX 4060 Ti devrait se baser sur le GPU AD106-350 doté de 4 352 cœurs CUDA. Elle disposera de 8 Go de GDDR6 sur un bus d'interface 128-bit pour une bande passante de 288 Go/s,

largement inférieure à celle de la RTX 3060 Ti (448 Go/s).

La RX 7600XT calée au 25 mai?

Nous parlons de duel car d'autres bruits de couloir évoquent la sortie de la Radeon RX 7600XT dans les mêmes eaux. Rappelons effectivement

qu'AMD semble – pour le moment – faire l'impasse sur le milieu de gamme.

Plutôt que de lancer une Radeon RX 7700XT, la société se focaliserait sur une concurrente à la GeForce RTX 4060 Ti et tout porte à croire qu'elle serait en magasin le 25 mai prochain avec des exemplaires envoyés à la presse autour du 15 mai, soit une dizaine de jours pour tester la bête.

La RX 7600XT devrait être basée sur le GPU Navi 33 gravé en 5 nm. Les spécifications sont encore mystérieuses, mais plusieurs rumeurs évoquent la présence de 32 unités de calcul et de 8 Go de GDDR6 sur bus 128-bit. Des valeurs assez proches de celles de la GeForce RTX 4060 Ti.

En Bref...

Les randonneurs vont maintenant pouvoir compter sur Google Maps. L'application de cartographie est en train de s'enrichir de nouvelles fonctionnalités dédiées aux marcheurs, rapporte Sud Ouest.

C'est Michael Curtes, manager produit de Google, qui a annoncé les nouveautés dans un billet de blog le 11 avril, expliquant notamment que les parcs et chemins de randonnée seraient désormais mis en avant dans l'application GPS. La fonctionnalité « à voir, à faire », va ainsi être étendue aux grands parcs.

Une géolocalisation possible hors connexion

« Vous pouvez désormais identifier rapidement les endroits les plus populaires d'un parc, comme les attractions, les terrains de camping, les centres d'accueil et les points de départ des sentiers, avec l'aide de la communauté Maps », précise Google. Comme c'est déjà le cas pour les villes, territoires et commerces, des photos agrémenteront chaque lieu.

Autre nouveauté de taille : les chemins de randonnée dans ces parcs seront répertoriés du début à la fin. Grâce à la géolocalisation, il sera possible de se situer et de suivre le chemin, même hors connexion, en téléchargeant la carte en amont. Google Maps affichera des « détails utiles » : type de sentier, difficulté, possibilité d'y courir ou d'y faire du vélo... Ces nouvelles fonctionnalités sont en cours de déploiement aux États-Unis sur tous les smartphones fonctionnant sous iOS et Android. Les options arriveront ensuite dans le reste du monde, dont la France.



Attention aux complications graves des anti-inflammatoires

En cas d'infection courante comme une angine, une infection dentaire ou une toux, l'Agence nationale de sécurité du médicament recommande l'utilisation du paracétamol. La prudence est de mise si vous prenez des anti-inflammatoires. Le 27 avril, l'Agence nationale de sécurité du médicament alerte sur la prise d'anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) a mis en garde les patients concernant l'utilisation des anti-inflammatoires. «Plusieurs cas de complications infectieuses d'issue parfois fatale chez des adultes et des enfants ayant pris des anti-

inflammatoires non stéroïdiens (AINS), sur prescription ou en automédication, nous ont été rapportés en mars 2023 par des centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV). Ces complications peuvent survenir y compris en cas de coprescription d'antibiotiques», alerte l'ANSM. Des complications L'Agence de santé explique que l'ibuprofène et le kétoprofène peuvent masquer les symptômes comme la fièvre ou la douleur et donc conduire à un retard de diagnostic et de prise en charge du patient. En cas d'infection, cela peut engendrer certaines complications.

«C'est pourquoi nous rappelons que dans un contexte de douleur et/ou fièvre, notamment en cas d'infection courante comme une angine, une infection dentaire ou une toux, il est conseillé de privilégier l'utilisation du paracétamol», recommande l'ANSM. Prudence chez les enfants De plus, il est conseillé d'arrêter le traitement des AINS à la disparition des symptômes, de ne pas les combiner et de les éviter en cas de varicelle. En cas de besoin, ils doivent être prescrits à la dose la plus faible possible et sur la durée la plus courte possible (3 jours si fièvre, 5 jours si douleurs). Concernant les enfants,



si la température ne dépasse pas 38,5° C, il n'est pas nécessaire de lui donner un médicament contre la fièvre. «Des gestes simples permettent de le soulager, avant d'envisager l'administration d'un médicament contre la fièvre : lui

enlever des épaisseurs de vêtements, sans le déshabiller complètement ; l'installer dans une pièce fraîche et aérée (entre 18 et 20°C). Donnez-lui souvent à boire de l'eau fraîche, même s'il ne vous le demande pas», rappelle l'ANSM.

De nouveaux verres qui ralentissent la myopie

La myopie est une affection visuelle très répandue qui touche de plus en plus de personnes à travers le monde. Dans certains cas, la myopie peut s'aggraver au fil du temps et nécessiter un traitement spécifique. Mais de nouveaux dispositifs peuvent désormais la ralentir. Des avancées récentes en matière d'optique ont permis la création de verres spéciaux qui peuvent aider à ralentir l'évolution de cette affection. Ces verres, qui semblent similaires aux verres classiques, possèdent cependant des propriétés particulières qui aident



à réduire l'allongement de l'œil, qui est la cause principale de la myopie. En effet, un œil myope a tendance à s'allonger progressivement, ce qui entraîne une difficulté à voir les objets éloignés.

Les verres spéciaux permettent de limiter cet allongement, ce qui permet à l'œil de conserver sa forme normale et de réduire les risques de voir la myopie s'aggraver.

Des personnes de tous âges peuvent bénéficier de ces verres, mais ils sont particulièrement utiles pour les enfants qui sont en phase de croissance et dont les yeux sont encore en train de se développer. Les enfants sont souvent plus sensibles à la myopie, notamment en raison de leur utilisation fréquente des écrans et de leur manque d'exposition à la lumière naturelle. Pour cette raison, les spécialistes recommandent aux enfants de passer au moins une heure et demie par jour à l'extérieur, de préférence pendant les heures les plus ensoleillées. Cela

peut aider à prévenir l'apparition de la myopie ou à ralentir son évolution chez les enfants qui sont déjà atteints (source 1). Bien que les verres spéciaux pour la myopie soient plus coûteux que les verres classiques, une cinquantaine d'euros de plus, leur efficacité en matière de prévention et de ralentissement de la maladie peut être inestimable pour les personnes qui en souffrent. Il est donc important de consulter un opticien ou un ophtalmologue pour déterminer si ces verres peuvent être utiles dans votre cas particulier.



Comment guérir les 5 blessures de l'âme ?

Les blessures de rejet, d'abandon, de trahison, d'injustice et d'humiliation sont les 5 blessures de l'âme qui empêchent d'être soi-même selon l'auteure à succès Lise Bourbeau. Ses secrets pour les combattre.

Les 5 blessures de l'âme sont le rejet, l'abandon, l'humiliation, la trahison et l'injustice. Ces blessures nous empêchent d'être apaisé et serein dans notre vie. Au contraire, entamer un processus pour les guérir permet d'être plus sincère envers soi-même et les autres, d'améliorer ses relations avec autrui, de retrouver son énergie mentale et physique, de diminuer les peurs associées aux blessures, de réduire sa culpabilité, d'améliorer sa santé mentale et physique. Conseils de Lise Bourbeau, spécialisée en développement personnel et auteure des best-sellers «Les 5 blessures qui empêchent d'être soi-même» et «La Guérison des 5 blessures», pour guérir ses blessures de l'âme.

1. Accepter son ego, l'origine des blessures de l'âme

«La première étape vers la guérison des blessures est d'accepter que l'ego est présent, qu'il peut diriger ton comportement et tes perceptions» soutient notre interlocutrice. Toutes les blessures de l'âme sont liées à l'ego. «L'ego reflète notre perception ou notre interprétation des faits et non ce que quelqu'un est ou fait. L'ego est une excroissance du corps mental : l'ego est fait d'énergie mentale» poursuit Lise Bourbeau. L'ego se nourrit de tout ce que l'on a appris depuis notre enfance, dans notre passé. Par exemple, toute situation qu'il considère comme un danger parce qu'elle a été vécue ainsi dans le passé continue de l'être. «Nos croyances sont pour l'ego une vérité absolue» ajoute notre interlocutrice. Lorsque tu vis des peurs et des émotions, qui sont des manifestations de l'ego pour éviter de souffrir d'une blessure, ton énergie mentale s'épuise. «L'ego est la totalité de ces croyances qui t'empêchent d'être toi-même». Ainsi, l'ego nourrit la peur de l'image que l'on renvoie, la peur de ne pas être aimé, de ne pas être reconnu, de se tromper» précise l'experte.

2. Savoir repérer l'ego quand il se manifeste

Pour guérir de ses blessures de l'âme, il faut identifier les situations où l'ego prend le dessus. Quelques conseils pour

identifier l'ego :

► L'ego utilise le superlatif : chaque fois que nous exagérons. «Tu es toujours occupé au travail, même à la maison tu n'es jamais là quand j'ai besoin de toi» ou «tu ne comprends jamais rien, je dois toujours répéter» sont des exemples de phrases qui manifestent l'activation de l'ego.

► L'ego utilise le «il faut» ou le mode conditionnel. «Il faut que j'arrête d'être aussi gourmand, il faut que j'arrête de fumer» ou encore «Comme j'aimerais être capable de répondre sur le même ton que lui».

► L'ego s'identifie au «avoir» (des biens, de l'argent, du talent) et au «faire» (je suis médecin, chef d'entreprise, je suis l'épouse du Docteur X)

► L'ego recherche les compliments et la reconnaissance. «Dire à tes proches tout ce que tu as fait dans la journée sans qu'ils ne le demandent», «Dire le prix de ce que tu achètes quand c'est quelque chose de cher», «Offrir de payer le restaurant alors que tu n'en as pas les moyens» sont des situations dans lesquelles l'ego est en recherche de compliments et reconnaissance.

► L'ego ne sait pas écouter : il saute aux conclusions, prend la parole à la place d'une personne ou interrompt.

► L'ego se justifie et se défend parce qu'il considère que c'est toujours la faute des autres, il recherche sans cesse un coupable. «Je ne peux plus faire confiance aux hommes. J'ai eu 3 conjoints et ils m'ont tous trompée. C'est à cause d'eux que je me retrouve seule» ou «si j'avais eu des parents qui s'occupaient mieux de moi, je ne vivrais pas tous ces problèmes aujourd'hui».

► L'ego n'est pas dans le moment présent, il ressasse le passé et rêve d'un futur meilleur. «Si je n'avais pas fait ça... alors...».

► L'ego se manifeste dans la culpabilité : dès lors qu'une petite voix intérieure chuchote «Je n'aurais pas du manger cette deuxième part de gâteau», «je n'aurais pas du dire ça». On se situe alors dans un comportement de jugement sur le bien et le mal.

► L'ego est dans la comparaison «Pourquoi je ne suis pas aussi jolie que ma sœur?».

► L'ego se révèle par les malaises physiques. «Lorsque ton corps souffre par exemple de raideurs, de durcissement des articulations, des artères, de constipation... c'est l'ego qui veut avoir raison» souligne Lise

Bourbeau.

«Finalement, dès lors qu'il y a un malaise, que je me sens coupable, que j'ai une pensée négative et accusatrice, je suis dans l'ego. Lorsqu'on en veut à quelqu'un, que l'on veut changer cette personne en réalité c'est nous que l'on veut changer. Les autres nous montrent ce que l'on n'accepte pas de nous-même. Dans ces cas, l'ego nous dit «moi je ne suis pas comme ça» développe notre interlocutrice.

«L'autre n'est pas là pour répondre à tes attentes»

3. Prendre ses responsabilités

Une fois que l'on sait repérer son ego et se rendre compte que l'on a réagi à cause de lui, il faut assumer et ne pas rejeter la faute sur l'autre. «Prendre ses responsabilités permet d'admettre que personne au monde n'est dans ta vie pour répondre à tes attentes et que celles-ci viennent du manque d'amour de toi-même» ajoute Lise Bourbeau. Pour aller plus loin, se demander :

► **Qu'est-ce que je ressens dans cette situation ?**

► De quoi ai-je peur ?

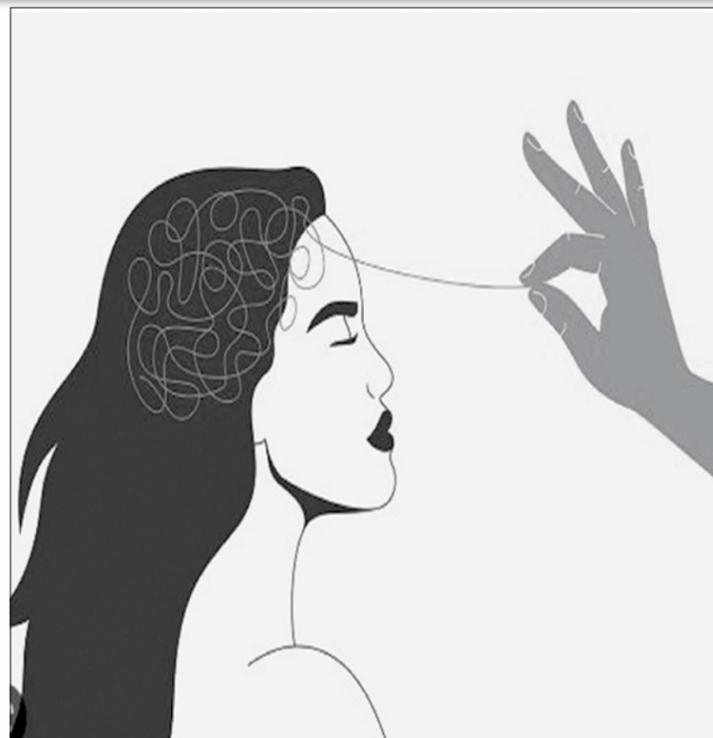
► Qui est-ce que je juge ou j'accuse dans cette situation ?

Ensuite être bienveillant. Par exemple, quand on fait une erreur, au lieu de culpabiliser, prendre le temps d'assumer les conséquences et se réconcilier avec l'autre via la technique du miroir, autrement dit se mettre à la place de l'autre.

► En se focalisant sur ses attentes une mère pourra faire des reproches à sa fille sur son manque d'écoute. En se positionnant à la place de sa fille, elle pourra observer que ses reproches sont basés sur ses attentes et peurs à elle, et que les reproches de sa fille sont également nourris par ses attentes et peurs respectives. Enfin, se pardonner soi-même en se donnant le droit de faire des erreurs et en éprouvant de la compassion envers soi. «T'aimer signifie le droit d'être tel que tu es pour le moment» note l'experte qui défend une posture de bienveillance.

4. S'aider de l'entourage proche

L'entourage proche peut nous aider à identifier les moments où l'ego prend le dessus sans que l'on en soit conscient : par des phrases et expressions, par notre langage corporel (expressions sur le visage, regard)... Trouvez quelqu'un qui vous connaît bien et qui est capable de vous dire la vérité. Demandez lui de vous faire remarquer lorsque vous



utilisez des expressions comme :

Moi je

Je le sais, je le savais

J'en suis sûr, j'en étais sûr

Je te l'avais dit

Oui, mais ou Non, mais indiquant une justification

Ecoute (signifiant j'ai raison)

Comprends-tu ce que je viens de dire ? (signifiant j'ai raison)

Moi, j'ai réussi ça, Moi j'ai dépassé ça

«La personne peut demander à son entourage de lui rapporter ce qu'elle dégage physiquement dans certaines situations à travers les gestes, le regard. Certaines personnes se ferment dès lors qu'elles ressentent un malaise, d'autres font semblant d'aller bien avec un visage passif, regarder aussi la façon de parler, un langage passif agressif par exemple revêt de l'ego» souligne notre experte.

Est-ce possible de guérir totalement des blessures de l'âme ?

C'est un travail de tous les instants qui ne comporte pas véritablement de «fin».

«L'ego sera toujours présent, les blessures aussi, on vivra toujours des situations de rejet, d'humiliation, d'abandon... poursuit Lise Bourbeau. Il n'est pas question de les supprimer mais d'apprendre à vivre avec pour qu'elles nous impactent le moins possible dans notre relation personnelle et dans nos relations avec les autres».

Comment moins souffrir quand les blessures se réveillent ?

Chaque cas est différent mais ces quelques conseils pourront vous aider à limiter l'impact de l'ego lors d'une situation qui active une blessure :

► Apprendre à réagir de moins en moins impulsivement à une situation.

► Accepter ses erreurs et les erreurs des autres.

► Se faire aider par des professionnels de santé mentale.

► Persévérer chaque jour un petit peu pour voir les bénéfices sur le long terme.

► Prendre le temps d'être reconnaissant.



Quand l'école de taghaste faisait référence pour l'europe



Sara Boueche

Jadis l'école de Souk Ahras était un gage de sérieux et d'intelligence. L'école de Souk Ahras, c'est aussi le nom d'une très célèbre fresque de l'illustre peintre italien Benozzo Gozzoli (c. 1421 à 1497). Benozzo Gozzoli est un grand peintre de la Renaissance de Florence. Il est surtout connu pour sa célèbre fresque qui porte le nom de l'Ecole de Thagaste. Une fresque en hommage à Saint Augustin et pas seulement lui mais à tous les écoliers de

Thagaste.

L'idée de cette célèbre fresque remonte au début du cinquième siècle quand l'évêque de Carthage Aurelius ne voyant pas Augustin arriver pour sa grande et importante conférence contre les donatistes, inquiet il avait crié : Mais où est-il passé Augustin ? On lui avait répondu : Augustin ne viendra mais c'est son compatriote de Thagaste Possidius qui va le remplacer. Soulagé, Aurelius l'évêque de Carthage souria et déclara devant le proconsul romain : Tant qu'il

a fait l'école de Thagaste, je n'ai rien à craindre, Possidius va certainement gagner ! Et en effet, Possidius l'autre génie de Souk Ahras avait remporté haut la main cette conférence qui l'avait opposé à plus de deux cent évêques donatistes. Inspiré de cette déclaration d'Aurelius l'évêque de Carthage et de la grande victoire de Possidius, Benozzo Gozzoli avait peint cette fresque en hommage à l'école de Thagaste, l'école de Souk Ahras.

Juste pour info...

Sara Boueche

Le Palais mechouar, un palais royal de la dynastie amazighe zianide, situé à Tlemcen. Construit au Moyen Âge par les rois Zianides en 1248, le Mechouar, doit son nom à la salle où se réunissaient les ministres autour du roi de Tlemcen. El Mechouar désignait en Andalousie et dans le Maghreb un palais-citadelle.

Le palais El Mechouar fait partie de la citadelle éponyme édifiée en 1145 à l'emplacement où le roi almoravide Youssef u Tachfin installe sa tente lors du siège d'Agadir (ancien nom de Tlemcen). La citadelle, de forme rectangulaire, mesurant 200 m de long et 150 m de large, est transformée en palais par le roi abdalwadide Yaghmoracen u

Zyan. Le palais-citadelle devient alors la résidence officielle des zianides.

Après la prise de Tlemcen en 1337 le sultan mérinide vu al-Hasan ben Othman fait du palais sa résidence et sa base opérationnelle dans sa tentative d'unification du Maghreb. C'est là et à cet effet qu'il signe en 1339 une alliance économique et militaire avec le vicomte de Narbonne, ambassadeur du roi Jacques III de Majorque. Sa défaite à Kairouan en 1348 met fin à la présence de la dynastie mérinide au Mechouar et permet la restauration du royaume zianide de Tlemcen.

La citadelle et le palais sont agrandis et embellis au cours des siècles par les différentes dynasties qui l'ont occupé : almoravide, almohade, zianide

et ottomane. Une mosquée est édifée au début du XIVe siècle par le prince zianide vou Hammou Moussa Ier.

À l'indépendance, la citadelle devient une école de cadets militaires. L'écrivain Yasmina Khadra y effectue sa scolarité à partir de 1964. L'école est fermée en 1986 et le site est rendu à la ville.

La mosquée d'El-Méchouar est construite en 1317 par le prince zianide vou Hammû Mûsâ Ier. Elle est entièrement remaniée à l'époque ottomane et transformée en église pendant la colonisation française (1830-1962). Après l'Indépendance, le monument redevient une mosquée.

De la période zianide, la mosquée ne conserve aujourd'hui que son minaret. Le style de ce minaret se rapproche de l'art hammadide et



du style almohade.

Sur le minaret, figurent deux inscriptions. La première : « al-yûmn wa'l-iqbâl » (« Le bonheur et le succès ») est une formule courante que l'on retrouve sur de nombreux monuments, comme sur le célèbre vase de l'Alhambra.

La deuxième étant : « yâ Thiqaî yâ Amalî ! Anta Erradjâ, Anta al-Walî. Akhtim bi Khaîrin 'amalî » (« Ô ma Confiance, Ô mon Espérance, c'est Toi l'Espoir, c'est Toi le Protecteur, scelle mes actions pour le Bien »).

Guelma

Un dictionnaire sur les 328 figures historiques les plus marquantes

L'association de l'histoire et des monuments archéologiques de Guelma a présenté samedi son dictionnaire publié à l'occasion du mois du patrimoine (18 avril-18 mai) comprenant 328 personnalités ayant marqué la vie culturelle, politique, religieuse et artistique dans cette wilaya du 4ème siècle aux temps présents.

Cet ouvrage de 467 pages en langue arabe, intitulé « Mouadjem aalam oua chakhsiat fi dhakiret Guelma » (Dictionnaire des figures illustres et personnalités de la mémoire de Guelma), a été présenté à la salle des conférences de la direction de la culture et des arts en présence du directeur du secteur, Boudjemaa Benamirouche, d'intellectuels, d'universitaires et de cadres des administrations

locales.

Pour Pr. Smaïl Samaï, président de l'association, ce dictionnaire, conçu par l'écrivain et poète Mohamed Benrekatane, est une contribution scientifique de l'association à la mise en lumière du patrimoine culturel de la région.

Il a notamment précisé que cette première édition est limitée mais la seconde verra la publication d'un plus grand nombre d'exemplaires qui seront gratuitement distribués aux bibliothèques publiques, à l'université et aux lycées.

De son côté, l'auteur Mohamed Benrekatane a déclaré que l'ouvrage comprend une introduction et trois chapitres.

Le premier est consacré à 164 figures culturelles et religieuses et le second aux militants du

mouvement national et chefs de la révolution de libération ayant assuré des responsabilités sur le territoire de la wilaya de Guelma tandis que le troisième chapitre est réservé aux artistes plasticiens.

La même source a précisé que l'idée de cet ouvrage remonte à 1975, soulignant que la première figure inspiratrice de ce travail a été Abou El Kacim Abderrahmane El Guelmi qui fut un des scripts de la cour Hammadite.

Les écrits de cette figure illustre de la culture demeurent à ce jour étudiés, a ajouté l'auteur, précisant que ce travail ouvre la voie aux écrivains et historiens pour contribuer à la préservation de la mémoire et du patrimoine culturel et scientifique de la nation.

Trois concours nationaux dans le cadre du mois du patrimoine

La Direction de la culture et des arts de la wilaya de Sidi Bel Abbes a programmé trois concours nationaux dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine, qui se tient, cette année, sous le slogan « Le patrimoine culturel algérien et ses prolongements africains », a-t-on appris auprès de cette direction. Ces concours seront organisés au niveau du jardin public « Jardin des martyrs » du centre-ville de Sidi Bel Abbes, les 15 et 16 mai en cours, dans le cadre de l'encouragement des créateurs et la préservation du legs culturel.

Un concours d'arts plastiques du meilleur tableau exprimant la fusion entre le patrimoine algérien, africain et autres a été programmé, outre celui de la meilleure performance de danse populaire du patrimoine algérien et africain, sachant que

les œuvres présentées dans les deux concours, dans la catégorie d'âge de 16 ans, seront évaluées par deux jurys composés de spécialistes.

Un troisième concours sera dédié au meilleur plat de couscous algérien et africain, qui est un concours national ouvert aux femmes de la catégorie de plus de 18 ans dans lequel les critères de sélection seront axés sur le goût et la présentation du plat, sous la tutelle d'un jury composé de spécialistes dans l'art culinaire.

La participation à ces concours est ouverte jusqu'au 15 mai en cours et les candidats doivent retirer les formulaires de participation auprès de la Direction de la culture et des arts. Les résultats de ces concours nationaux, organisés en collaboration avec l'APC de Sidi Bel Abbes, seront affichés le 18 mai prochain.



Vers une censure du «Frankenstein tunisien» caricaturant Kais Saied ?

Retour de la censure ou pas en Tunisie ? Samedi à la Foire internationale du livre de Tunis, les avis divergent au lendemain du retrait d'un essai critiquant le président Kais Saied et de la fermeture du stand de sa maison d'édition. L'éditeur du livre «Le Frankenstein tunisien», illustré par une caricature de M. Saied, a rouvert son stand en fin de matinée, assurant à l'AFP avoir «dissipé des incompréhensions» avec les organisateurs de la Foire. Vendredi, des agents de sécurité avaient saisi tous les exemplaires en vente et fermé le stand de «La Maison du Livre», un important éditeur tunisien, arguant d'une «possession de livre non autorisé». Et cela moins d'une heure après l'inauguration de la Foire par le président Saied, venu lancer un appel fervent «à libérer la pensée». Après avoir enlevé la bâche couvrant son stand sur laquelle il avait apposé l'écriteau «fermé par une décision arbitraire», Habib Zoghbi de la Maison du Livre s'est rétracté samedi de ses accusations de «censure». «Le livre en question n'a pas été confisqué pour son contenu

mais parce qu'il n'était pas sur la liste présentée initialement à la direction de la foire comme le veut le règlement», a assuré son éditeur. Cet essai romancé est présenté par son auteur Kamel Riahi comme un livre «politique», évoquant un Frankenstein personnifié par Kais Saied, élu selon lui en surfant sur les colères et frustrations d'un peuple déçu par le système en place depuis la Révolution de 2011, la première du Printemps arabe. Regrettant des «déclarations à chaud», l'éditeur a martelé que le retrait du livre «n'était pas de la censure mais une question de procédure». Il a dit l'avoir omis de sa liste initiale, suite à des retards à l'impression. M. Zoghbi a assuré que quelques exemplaires «sont disponibles en librairie à Tunis», qu'il sera réimprimé et devrait revenir à la Foire d'ici son terme le 7 mai. Sur le stand voisin, de l'éditeur Meskiliani, fermé vendredi «en solidarité» avec la Maison du Livre, le responsable reste convaincu que le refus d'un livre non inscrit au préalable n'est qu'un «prétexte pour le censurer». Mortadha Hamza évoque «un

ouvrage qui retrace ce qui se passe pour les opposants au président» qui dénoncent «une dérive autoritaire» depuis le coup de force de Kais Saied du 25 juillet 2021 par lequel il s'est octroyé les pleins pouvoirs. - «pas normal» - «Ce n'est pas normal qu'en 2023 on puisse censurer l'idée, l'écriture, sous n'importe quel prétexte», lance-t-il. Malgré tout, il a rouvert son stand samedi, «premier vrai jour de la Foire» où les familles affluent pour profiter de fortes remises sur les livres, habituellement très couteux. Sur le stand de l'éditeur Nirvana qui fait face à la Maison du Livre, Mohamed Bennour relativise du haut de ses 70 ans, dont plus de 40 dans l'édition, l'incident autour de l'ouvrage. Selon lui, l'obligation de fournir à l'avance une liste des livres exposés «existe depuis belle lurette» et remonte à l'ère du père de l'indépendance Habib Bourguiba (1956-1987). Elle était destinée, dit-il, à éviter l'introduction de livres «de salafistes et intégristes enseignant les techniques du terrorisme ou



pour lutter contre l'Etat laïc». La procédure a été maintenue sous le dictateur Ben Ali qui avait également mis en place des comités de censure pour la littérature et le cinéma. Et elle a perduré après la Révolution de 2011 et la chute du régime par peur de l'exposition d'ouvrages «incitant à fabriquer des armes ou des explosifs», ajoute-t-il. «Cette règle est connue et l'éditeur l'avait acceptée comme nous tous.

Donc, soit on joue le jeu, soit on décide de ne pas participer à la Foire comme l'ont fait certains éditeurs», estime M. Bennour. En revanche, l'éditeur voudrait une révision de cette procédure «en concertation entre les autorités culturelles, les éditeurs et les libraires». «Le fait d'imposer une liste est une forme de censure et de contrôle des livres exposés, et ça c'est anormal», admet-il.

Cameroun

Des artistes africaines veulent reconstruire la mémoire collective du continent

A Yaoundé, le musée national du Cameroun abrite une exposition consacrée aux femmes africaines. 17 artistes à la pratique engagée réécrivent la mémoire collective africaine à leur manière, à travers 44 objets et 6 installations. L'exposition est intitulée «Mémoria, récits d'une autre histoire». Dans un coin du Musée, la performeuse Ruth Belinga a disposé son installation «Ma moustiquaire imprégnée». Cette artiste développe depuis longtemps une démarche artistique où elle établit un rapport entre les violences faites à la femme et les violences faites à la nature. «Pourquoi «Ma moustiquaire imprégnée» ? Parce que la moustiquaire est un élément que le ministère de la Santé a l'habitude de distribuer aux familles. Ces objets arrivent chez nous et rentrent dans les endroits les plus intimes de nos maisons, c'est-à-dire nos chambres, et les moustiquaires finissent par être



témoins de certaines atrocités qui se passent dans notre intimité», explique-t-elle. Carine Mansan vient, elle, de Côte d'Ivoire. «Ethiopiens» est une œuvre composée de 77 têtes de bronze, toutes noires et disposées en gradins étagés. La plasticienne raconte son histoire personnelle et son rapport à l'identité, qu'elle soit religieuse, sociale ou culturelle. «Ethiopien vient du mot Aitiopius qui signifie visage brûlé. Donc dans cette installation, j'ai décidé de lui donner ce nom parce que je considère que en tant que âmes incarnées, nous avons tous ce visage brûlé intérieurement.»_ affirme l'artiste.

«C'est une exposition qui a commencé dans le cadre du focus femme de la saison Africa 2020 et 2021 au Fargmaker de Bordeaux en France», nous apprend la Béninoise Nadine Hounkpatin, commissaire de l'exposition. «Ensuite nous avons été présenté au MUCAC, le Musée des Cultures Contemporaines de Damatoungara à Abidjan, et aujourd'hui, on a le plaisir et l'honneur d'être accueilli au sein du Musée National du Cameroun, ici à Yaoundé.» L'exposition qui s'est ouverte le 10 février 2023 sous la présidence du ministre camerounais de la culture se poursuit jusqu'au 31 juillet prochain.

Concours de courts-métrages «My Heritage» Inscriptions ouvertes

Le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH), en collaboration avec la Commission du patrimoine du Royaume d'Arabie saoudite, annonce l'appel ouvert pour la deuxième édition du concours de courts métrages « My Heritage» dans le cadre de l'initiative « Jeunesse arabe pour le patrimoine». Ce concours est l'occasion pour les jeunes de raconter différentes histoires en rapport avec les sites du patrimoine mondial de la région arabe, et de les encourager à mieux comprendre l'importance de ces sites. Conditions de participation au concours «My Heritage» : Avoir entre 18 et 30 ans Le film doit porter sur un site du patrimoine mondial inclus sur la liste de l'UNESCO dans la région arabe Les candidats peuvent participer individuellement ou en groupe de 03 personnes maximum Les films doivent refléter le site du patrimoine mondial dans son contexte social, culturel et historique La durée de la vidéo doit être au

minimum de 03 minutes et 05 minutes au maximum Le film doit inclure des sous-titres de l'arabe vers anglais et de l'anglais vers l'arabe Tout film centré sur une question politique se verra refuser La candidature doit comprendre une introduction des participants La candidature doit également comprendre une affiche du film en format (A2) Une bande-annonce d'une durée maximum de 30 secondes doit accompagner le film Le dernier délai pour s'inscrire est le 26 avril 2023. Le 31 juillet 2023 a été fixé comme date limite de soumission des courts-métrages pour les participants au concours.

New York accueille les stars de la mode et du showbiz à l'extravagant gala du Met

Il y a les Oscars à Los Angeles et le gala du Met à New York: les stars mondiales de la mode et du showbiz vont affluer lundi soir sur le tapis rouge du Metropolitan Museum of Art pour rendre hommage cette année dans le luxe et l'extravagance au «Kaiser» Karl Lagerfeld, décédé en 2019.

Dans la pure tradition philanthropique américaine pour lever des millions de dollars, le gala du Met, qui a lieu le premier lundi de mai, est destiné à financer le département mode du musée, The Costume Institute, dont l'exposition annuelle, à partir du 5 mai, rend hommage au couturier au catogan et lunettes noires, indissociable de la maison Chanel. Créé en 1948, le «Met Gala» a longtemps été réservé à la très haute société new-yorkaise, mais la rédactrice en chef de Vogue Anna Wintour l'a repris en main en 1995 pour le transformer en événement «people» planétaire adapté à l'ère des réseaux sociaux.

La liste des centaines de stars de la mode, de la musique, du ciné-

ma, de la politique ou du monde des entreprises -- essentiellement américaines -- est gardée secrète jusqu'au dernier moment.

50 000 dollars la place

Même invité, le billet coûte très cher: 50 000 dollars pour une place au dîner (contre 35 000 dollars en 2022), à partir de 300 000 dollars la table payée par un mécène.

Dès lundi matin, sous un ciel bleu sans nuages après un week-end de vent et de pluie, des fans se pressaient devant le Met, immense bâtiment néo-classique sur la mythique 5e Avenue, en lisière de Central Park.

«Nous sommes arrivés ici vers 08H00 ou 09H00. C'est super de voir des célébrités qu'on aime regarder dans des émissions ou des films à la télé ou dont on écoute la musique», s'est réjoui auprès de l'AFP Joseph Pogoda, un étudiant de 18 ans venu de Virginie (est).

Muni de ses appareils photos, il espère apercevoir Austin Butler, la star du biopic sur Elvis Presley, ou la femme d'affaires et de médias Kris Jenner, la mère de

Kim Kardashian.

A l'intérieur, l'ancienne mannequin et ex-Première dame de France Carla Bruni a déjà rendu hommage à «Karl», lors de la présentation à la presse de l'exposition événement sur le couturier, «Line of Beauty».

Dans le cadre pompeux de l'un des plus grands musées du monde, sous une immense verrière et au milieu des statues, elle s'est dite «honorée d'être ici aujourd'hui pour célébrer la carrière extraordinaire de (son) cher ami».

«Immense talent» de «Karl»

«Tout l'intéressait, sauf la médiocrité», a estimé Carla Bruni, louant son «immense talent», devant Anna Wintour -- amie de longue date de Lagerfeld et qui sera certainement habillée en Chanel -- et sous les yeux de la légende du tennis Roger Federer, l'un des co-présidents du gala cette année avec la chanteuse Dua Lipa et les actrices Michaela Coel et Penélope Cruz.

En hommage à la légende de la mode, disparue en février 2019, les stars du gala seront censées



être habillées de tenues l'honorant.

Des voix se sont toutefois élevées pour déplorer qu'un si grand hommage soit rendu au «Kaiser», qui avait critiqué le mouvement #metoo et eu des propos jugés blessants pour les mannequins de taille ronde.

«Le spectacle est vraiment centré sur Karl le designer, sur ses

oeuvres plutôt que sur ses mots», a défendu le commissaire de l'exposition et conservateur en chef du Costume Institute, Andrew Bolton.

La personnalité de Lagerfeld est évoquée à la fin de l'exposition «mais nous n'avons pas ajouté ses commentaires les plus controversés et insultants», a assuré M. Bolton.

Il faut sauver le kiwi

La Nouvelle-Zélande se mobilise pour son oiseau emblématique

Ces oiseaux emblématique de la Nouvelle-Zélande sont de retour: pour la première fois depuis un siècle, des kiwis flânent sur les collines verdoyantes de Wellington, au terme d'une campagne d'élimination des prédateurs envahissants qui rôdaient autour de la capitale.

Quiconque aurait foulé les terres néozélandaises il y a un millénaire aurait découvert un véritable paradis ornithologique peuplé d'êtres à plumes en tout genre évoluant sans l'ombre d'un mammifère prédateur.

Mais l'arrivée de populations polynésiennes au XIIIe siècle puis d'Européens a changé la donne. Les rats ont éliminé pétrels et râles. Les souris ont grignoté toutes les graines et baies qu'elles pouvaient trouver, ne laissant pas grand chose à picorer pour les oiseaux.

Des opossums, introduits pour leur fourrure, ont dégarni les arbres. Les lapins se sont reproduits si rapidement qu'ils ont dévoré prairies et enclos.

Et comme si ce n'était pas assez, les hermines, importées pour éliminer les lapins, ont finalement fauché les populations d'oiseaux troglodytes, grives, hiboux et caillies.

Résultat: le nombre d'oiseaux endémiques de Nouvelle-Zé-



lande et inaptes au vol comme le kakapo et le kiwi s'est effondré. Seuls quelque 70 000 kiwis sauvages subsistent, selon le ministère de la Conservation, chargé de la préservation du patrimoine naturel et historique du pays océanien.

Et bien que l'apterygiforme fasse figure de véritable symbole pour leur pays, rares sont les Néozélandais ayant observé à l'état sauvage cet oiseau à long bec et au plumage brunâtre, avec des ailes trop minuscules pour pouvoir voler.

Mais grâce à plus de 90 initiatives locales destinées à le protéger à l'échelle nationale, sa population croît à nouveau. Parmi elles figure le Capital

Kiwi Project, un organisme de bienfaisance doté de millions de dollars néozélandais tirés de subventions gouvernementales et de dons privés.

«Lien particulier»

Depuis le début du peuplement de la Nouvelle-Zélande, «nous avons un lien particulier avec le kiwi», explique à l'AFP le fondateur et responsable du projet, Paul Ward.

Les kiwis «sont au coeur du mythe maori». Qu'il s'agisse de «nos équipes sportives, nos équipes de rugby, notre force de défense et, même lorsque nous allons à l'étranger, nous sommes appelés kiwis».

«Ils sont robustes, résistants, adaptables, autant de valeurs que

l'on associe aux Néo-Zélandais. Mais la plupart d'entre nous n'ont jamais vu un seul kiwi.»

Les kiwis sauvages ont disparu de la région de Wellington il y a plus d'un siècle, selon Paul Ward.

Pour les sauver, il a donc fallu un travail soutenu. L'organisation s'est d'abord attaquée à leurs prédateurs naturels rôdant dans les sous-bois.

Les propriétaires de chiens de la région ont été conviés à des formations pour apprendre à leurs animaux en promenade à se tenir à l'écart des précieux oiseaux.

Le groupe a également dû déclarer la guerre aux hermines. Car si un kiwi adulte est en mesure de les repousser à l'aide de ses puissantes pattes et griffes acérées, un oisillon en est incapable, explique M. Ward.

Plus de 4 500 pièges ont ainsi été posés sur une surface équivalente à quelque 43 000 terrains de football dans les collines entourant Wellington, ce qui a permis de capturer jusqu'à présent 1 000 hermines.

Après «l'élimination des hermines», explique M. Ward, le nombre de ces prédateurs était suffisamment réduit pour permettre, en novembre 2022, de relâcher un premier groupe de kiwis.

Les oiseaux ont été transportés avec soin sur près de 500 kilomètres depuis un site d'élevage en captivité jusqu'à une école de Wellington, avec une cérémonie d'accueil traditionnelle maorie.

Un silence s'est emparé de la foule, 400 personnes qui n'avaient jusque-là jamais vu de kiwis, lorsque le premier oiseau a été relâché, raconte Paul Ward. «La puissance de ce moment était palpable».

«Notre devoir»

Un suivi régulier montre que cette première génération se porte bien.

«Deux mois après avoir relâché les oiseaux, nous avons été ravis de constater qu'ils avaient pris du poids», se réjouit M. Ward.

«L'un d'entre eux avait pris 400 grammes, ce qui représente une prise de poids considérable (...) Il y a beaucoup de nourriture pour eux sur ces collines.»

Au cours des cinq prochaines années, le projet se donne pour objectif de relâcher 250 oiseaux. Paul Ward souhaite que leur cri strident caractéristique entre dans le quotidien des habitants de la périphérie de la capitale.

«Il est de notre devoir de veiller sur l'animal qui nous a donné son nom», juge-t-il. Sinon, «nous méritons d'être rebaptisés 'idiots'».

Le Général d'Armée Chanegriha reçoit le Chef d'Etat-major conjoint des Forces armées jordaniennes

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, mardi au siège de l'Etat-major de l'ANP, le Général-Major Youssef Ahmed Al-Hanniti, Chef d'Etat-major conjoint des Forces armées jordaniennes, qui effectue une visite de travail en Algérie à la tête d'une importante délégation militaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

La cérémonie d'accueil a été entamée par le salut du drapeau national, suivi du salut militaire présenté à l'hôte par une formation militaire, représentant les différentes Forces de l'Armée nationale populaire.

Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces, les chefs de départements et des directeurs centraux de l'Etat-major de



l'ANP et du ministère de la Défense nationale, ainsi que les membres de la délégation jordanienne, les deux parties ont abordé «les défis sécuritaires dans la région arabe et dans le continent africain et échangé les points de vue sur les questions d'intérêt commun, ainsi que les moyens de renforcer les relations de coopération militaire entre les deux pays frères», précise la même source.

A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution, à l'entame de laquelle il a souhaité la bienvenue à la délégation hôte, soulignant que cette visite constitue «une opportunité pour œuvrer à porter la coopération militaire bilatérale au plus haut niveau dans l'intérêt des deux parties».

«Je suis heureux de vous recevoir aujourd'hui au siège de l'Etat-major de

l'Armée nationale populaire et de vous faire part ainsi qu'à la délégation qui vous accompagne, des plus hautes marques de bienvenue à l'occasion de votre visite en Algérie, que nous estimons être une opportunité pour œuvrer ensemble afin de porter la coopération militaire bilatérale au plus haut niveau dans l'intérêt des deux parties», indique le Général d'Armée.

Le Général d'Armée a mis en

avant «la qualité des relations militaires bilatérales entre les deux pays qui se distinguent par l'entente mutuelle et se reflètent dans de nombreux domaines, et ce, à la faveur de la volonté solide qui anime les hautes autorités des deux pays».

«A ce titre, je ne manquerais pas de saluer la qualité des relations militaires bilatérales entre nos deux pays, caractérisées par l'entente mutuelle et qui se reflètent dans de nombreux domaines, à la faveur de la volonté immuable qui anime les hautes autorités des deux pays», a-t-il poursuivi.

De son côté, le Général-Major, Chef d'Etat-Major conjoint des Forces armées jordaniennes, a exprimé «sa joie de visiter l'Algérie et s'est félicité des relations fraternelles profondes qui lient les deux pays et dont témoigne le niveau de la coopération militaire entre les deux armées dans les différents domaines».

CONDOLEANCES

C'est avec consternation que nous avons appris la disparition de :

Feu M. Deghdegh Khaled
Vice-doyen de la faculté de médecine
INESSM Annaba

Le Docteur Mohamed Nacer Damech, Directeur de la santé et de la population de wilaya d'Annaba, ainsi que l'ensemble du personnel de la santé, profondément attristés et affectés,

tiennent à présenter leurs sincères condoléances et à témoigner toute leur compassion à la famille ainsi qu'à tous les proches du défunt, dans ces moments douloureux.

Puisse Dieu le tout Puissant accorder au défunt sa sainte miséricorde et l'accueillir en son vaste paradis.

A lui nous appartenons et à lui nous retournons

**Le Directeur de la santé
Damech Mohamed Nacer**

